

UNIVERSITÉ MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU
FACULTE DES SCIENCES ÉCONOMIQUES, COMMERCIALES ET
SCIENCES DE GESTION

DEPARTEMENT DES SCIENCES ÉCONOMIQUES.



Mémoire en vue d'obtention du diplôme de master académique en sciences économiques

Option : économie de développement durable et de l'environnement

Thème :

Le rôle des PME créées par les différents dispositifs d'aide aux investissements (ANSEJ, ANGEM, ANDI, CNAC) dans la création de l'emploi et le développement local : « Cas de la wilaya de Tizi-Ouzou »

Dirigé par :

- M^{elle} MERABTI Souad
- M^{elle} LARAB Yasmine

Encadré par :

M^{elle} AKLI Zakia

Membres de jury

- **Président** BOUALLECHE Abdelkrim
- **Rapporteur** AKLI Zakia
- **Examinatrice** BELADEL Amina

Année Universitaire : 2016-2017

Remerciements

*Nous tenons à exprimer toute notre gratitude et profonde reconnaissance à notre promotrice **M^{me} AKLI Zakia** pour son soutien, sa patience, ses conseils et son encouragement qu'elle n'a cessé de nous communiquer.*

*Nos vifs remerciements à l'ensemble de personnel des directions (**ANSEJ, ANGEM, CNAC, ANDI, direction de l'industrie et mines**)*

Nous remercions vivement les membres de jury pour avoir accepté d'évaluer notre travail.

Nous n'oublions pas nos chers parents pour leur contribution et leur soutien.

Résumé

Les petites et moyennes entreprises sont considérées comme une cellule de richesse, une source de satisfaction des besoins économiques et sociaux, en matière de croissance économique et de développement local.

En Algérie, comme d'autres pays, les PME constituent la grande partie du tissu économique. Ce qui fait que les pouvoirs publics mettent en place un ensemble de mesures et d'aides, pour encourager la création des PME qui contribuent de façon importante à la création d'emploi et donc à l'absorption du chômage. Le gouvernement a mis en place, depuis les années 1990 un ensemble de dispositifs pour lutter contre la pauvreté telle que l'ANSEJ, ANGEM, CNAC et ANDI.

Au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou ces quatre dispositifs jouent un rôle important en matière de lutte contre le chômage et la précarité dans les zones urbaines et rurales.

Mots clés : PME, développement local, ANSEJ, ANGEM, ANDI, CNAC, Tizi-Ouzou.

Abstract

Small and medium-sized enterprises are seen as a wealth cell, a source of economic and social needs, in terms of economic growth and local development.

In Algeria, like other countries, SMEs constitute the major part of the economic fabric. As a result, governments are putting in place a package of measures and support to encourage the creation of SMEs that make a significant contribution to job creation and thus to the absorption of unemployment. Since the 1990s, the government has put in place a set of anti-poverty measures such as ANSEJ, ANGEM, CNAC and ANDI.

At the level of the Tizi-Ouzou wilaya these four devices play an important role in the fight against unemployment and precariousness in urban and rural areas.

Key words: SME, local development, ANSEJ, ANGEM, ANDI, CNAC, Tizi-Ouzou.

LISTE DES ABREVIATIONS

Abréviation	Signification
ANDI	Agence nationale de développement à l'investissement
ANGEM	Agence nationale de gestion de micro-crédit
ANSEJ	Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes
BTPH	Bâtiments et travaux publics et hydrauliques
CGPME	Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises
CNAC	Caisse nationale d'assurance chômage
CNC-PME	Le conseil national consultatif pour la promotion des petites et moyennes entreprises
EU	Union européenne
FRR	Fond de régulation des recettes
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONS	Office national des statistiques
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petite et moyenne entreprise
PMI	Petite et moyenne industrie
TPI	Très petite industrie

SOMMAIRE

Introduction générale	01
Chapitre I : Le rôle et l'importance des PME dans le développement local	04
Introduction	05
Section 1 : Généralités sur les PME	06
Section 2 : Généralités sur le développement local	17
Conclusion	26
Chapitre II : Une vue d'ensemble sur les PME en Algérie et leur rôle dans le développement économique du pays	27
Introduction	28
Section 1 : Généralités sur la PME algérienne	29
Section 2 : Le rôle des PME algériennes dans le tissu économique et social	33
Conclusion	37
Chapitre III : L'évolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou	38
Introduction	39
Section 1 : Méthodologie de recherche	40
Section 2 : L'évolution de la PME dans la wilaya de Tizi-Ouzou et son impact sur le développement local	43
Conclusion	73
CONCLUSION GENERALE	75
Annexes	78
Références bibliographiques	103
Liste des tableaux et graphiques	107
Table des matières	110

Introduction générale

L'esprit d'entreprise s'est peu à peu imposé comme le moteur du développement économique et social dans le monde entier. Le rôle de l'esprit d'entreprise a radicalement et fondamentalement changé, de sorte qu'il est aujourd'hui considéré comme composante indispensable qui génère l'emploi, croissance économique et la compétitivité internationale dans l'économie mondiale.

Les années 80, sont caractérisées par la crise qui a touché l'économie mondiale suite aux difficultés qu'ont connues les grandes entreprises. Une telle situation a conduit à l'échec de l'expérience des grands ensembles industriels et a placé le secteur des PME comme le moyen le plus efficace pour la relance économique.

Aujourd'hui, les PME constituent un véritable pôle de développement dans tous les pays du monde. Elles jouent un rôle important dans tous les domaines notamment l'absorption du chômage et du sous-emploi.

En Algérie, les PME ont émergé à partir de la fin des années 80, la PME avant cette date n'a joué qu'un rôle secondaire dans l'économie. Depuis la fin des années 1980, le gouvernement algérien a compris que le secteur public seul ne peut répondre aux besoins économiques et sociaux grandissants du pays. Par conséquent, le recours au secteur privé est une nécessité absolue. C'est dans ce contexte de transition, d'une économie dirigée vers une économie de marché, que la PME s'est imposé par sa diversité, sa flexibilité, sa capacité à créer des emplois, et comme une entité susceptible de compenser le déficit de la grande entreprise nationale. C'est pourquoi l'État a engagé un ensemble de mesures pour encourager le développement et la croissance des PME dans le cadre des dispositifs d'aide aux investissements : Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), Agence Nationale de Gestion du Micro Crédit (ANGEM), la Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC) et l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI).

Le développement de la PME a ainsi évolué dans le temps, sur l'ensemble du territoire national et dans les différents secteurs d'activités à partir de la fin des années 90 avec la création de l'ANSEJ en 1996, l'ANGEM en 1999, l'ANDI en 2001 et enfin l'intervention de la CNAC dans l'aide à la création d'activités pour les chômeurs à partir de 2004.

A l'instar des autres wilayas, Tizi-Ouzou a été touchée par les différentes réformes et les programmes de mise à niveau des PME et elle a bénéficié des différentes aides aux investissements accordées par les dispositifs précédemment cités.

Dans l'objectif de porter l'attention sur l'évolution de la démographie des PME et d'analyser leur impact sur la revitalisation et le dynamisme socio-économique du pays, de manière générale, et de la wilaya de Tizi-Ouzou en particulier, nous proposons de traiter la problématique suivante :

Quel constat peut-on faire sur l'évolution de la création des PME par les différents dispositifs d'aide aux investissements (ANSEJ, ANGEM, CNAC et ANDI) et leur contribution au développement local dans la wilaya de Tizi-Ouzou ?

De cette problématique un certain nombre de question se pose :

- Quel est le rôle des PME dans le développement local ?
- Quel est l'état des lieux des PME en Algérie ?
- Quelle est l'évolution et le rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou ?
- Quel est l'impact de la crise financière actuelle sur l'évolution de la création des PME dans la wilaya de Tizi-Ouzou en particulier, et sur le reste du territoire national de manière générale ?

❖ Hypothèses de travail

Afin de répondre à cette problématique, nous avons élaboré deux hypothèses :

Hypothèse 1 : les PME sont considérées comme un facteur de développement local en raison de leur contribution à la création de richesse et de l'emploi.

Hypothèse 2 : les PME créées avec l'aide des quatre dispositifs d'aide aux investissements (ANSEJ, ANGEM, CNAC et ANDI) ont considérablement contribué au développement local dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

❖ Méthodologie de recherche et structure du travail

Pour réaliser ce travail et apporter les éléments de réponse à notre problématique et aux questions posées supra, nous nous sommes basés :

D'une part sur : une recherche documentaire, par la consultation des différents documents nécessaires pour la compréhension de notre thématique (ouvrages, mémoires, thèses, revues, articles de travail...).

D'autre part : sur l'exploitation des divers documents fournis par la direction de l'industrie et mines, l'ANSEJ, l'ANGEM, la CNAC, l'ANDI et l'ONS ainsi que des entretiens réalisés au niveau de ces différentes directions.

❖ Choix du sujet

Les raisons de choix de ce sujet est motivé d'une part par la volonté d'évaluer la contribution des PME au développement local, notamment celles créées avec les différentes aides aux investissements accordées par les dispositifs ANSEJ, ANGEM, CNAC et ANDI qui retiennent particulièrement notre attention.

En ce qui concerne la structure, nous avons partagé notre travail en trois chapitres.

Dans le premier chapitre, nous essaierons de mettre l'accent sur l'aspect théorique des PME en générale et leur rôle dans le développement local.

Dans le deuxième chapitre intitulé «une vue d'ensemble sur les PME en Algérie et le rôle dans le développement économique dans le pays», nous présenterons la genèse et l'évolution de la PME algérienne et ses spécificités. Ensuite nous traiterons le rôle des PME dans le tissu économique et social en Algérie.

Enfin, le troisième et dernier chapitre sera consacré à l'analyse du rôle des PME dans le dynamisme socio-économique de la wilaya de Tizi-Ouzou. En premier lieu, nous allons exposer notre méthode de recherche en présentant nos échantillons d'étude et les problèmes rencontrés durant notre enquête. Ensuite, nous allons procéder à l'étape la plus importante qui est la présentation, l'analyse et l'interprétation des résultats de notre étude empirique.

Chapitre I :

**Le rôle et l'importance des PME dans
le développement local**

Introduction

Les PME jouent un rôle primordial dans le processus de développement économique et social, par leur capacité de créer des richesses, par l'amélioration du PIB et la génération de poste d'emplois aidant à résorber le chômage et ses effets sur la société. Leurs caractéristiques qui les distinguent des grandes entreprises expliquent leur place dans l'économie régionale à travers les différentes politiques industrielles et les préoccupations des pouvoirs publics envers ce type d'entreprise.

À travers le monde, les PME représentent l'écrasante majorité des entreprises, contribuant massivement à la création des richesses et de l'emploi dans leur territoire. En effet, selon les données de l'OCDE, la forme d'organisation de l'entreprise qui domine est la PME 95% à 99% des PME au niveau mondiale¹.

Les PME restent un levier de développement local et l'un des acteurs locaux les plus importants dans le dynamisme socio-économique. En effet, l'idée de développement local est apparue dans la première moitié des années 70. Ce concept était une réponse à plusieurs problèmes comme le chômage et la pauvreté d'un côté, et aux défaillances de la grande entreprise d'un autre côté.

Pour mieux comprendre ces notions et surtout le lien entre la PME et le développement local, nous avons partagé ce chapitre en deux sections :

Section 1 : Généralités sur les PME

Section 2 : Généralités sur le développement local

Section 3 : PME comme facteur de développement local

¹DECHERA, Mansour : « Stratégie de développement des PME et le développement local : essai d'analyse à partir du cas de la région nord-ouest de l'Algérie ». Mémoire de Magister, Université d'Oran, 2014, P.33. Disponible en ligne sur : <http://document.universitaire.fr> thèse.univ-Oran.dz (consulté le 18/09/2017).

Section 1 : Généralités sur les PME

Malgré l'importance des études relatives aux petites et moyennes entreprises, la notion de «PME» est souvent peu précisée et recouvre des perceptions différentes. La principale difficulté dans sa définition réside dans son extrême hétérogénéité.

1.1. Définition de la PME

La petite entreprise ne pourrait être définie uniquement à partir du critère de taille (de 5 à 50 employés) au-delà de quoi elle deviendrait moyenne puis grande à partir de 500 employés.

La définition proposée par la confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME) a le mérite de souligner d'autres caractéristiques dominantes de risque, de responsabilité et de direction de ces organisations ; *«les PME sont celles dans lesquelles les chefs d'entreprises assurent personnellement et directement les responsabilités financières, techniques, sociales et morale de l'entreprise quelque soit sa forme juridique »*.¹

L'encyclopédie de l'économie et de la gestion définit les petites et moyennes entreprises *« comme des entreprises juridiquement et financièrement indépendantes dans lesquelles le dirigeant assume la responsabilité financière, technique et sociale sans que ces éléments soient dissociés »*².

La PME est définie dans l'union européen *« comme une entreprise qui occupe moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaire annuel n'excède pas 50 millions d'Euros ou le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'Euros »*³

La conséquence de cette complexité est que chaque pays définit la PME selon sa politique économique. Mais, les pouvoirs publics s'inspirent de critères des organismes internationaux (OCDE) qui retiennent des critères basés sur le degré spécialisation, emplois, chiffre d'affaire...

Dans certains cas, la PME est définie par des textes législatifs, par décision administratives et même de manière officieuse.

¹LEVRATTO, Nadine : « Les PME : définition, rôle économique et politiques publiques » Ed. Boeck Université, Bruxelles, 2009, P. 27.

²Idem, P.27.

³DECHERA, Mansour : « Stratégie de développement des PME et le développement local : essai d'analyse à partir du cas de la région nord-ouest de l'Algérie », Op, cit, 2014, P.33.

1.2. Caractéristiques et typologies des PME

1.2.1. Caractéristiques des PME

Les petites et moyennes entreprises, ont généralement les caractéristiques suivantes :

- Une gestion personnalisée, tenant à la très forte interdépendance entre l'entreprise et l'entrepreneur ;
- Une faible spécialisation du travail, tant du point de vue de l'entrepreneur que des employés (cette polyvalence donne à l'entreprise une flexibilité et une souplesse, permettant l'adaptation au changement) ;
- Une stratégie implicite, issue d'un processus de décision, traduisant le schéma (intuition – décision – action) ;
- Un système d'information interne peu complexe, permettant une diffusion rapide et réciproque des informations entre direction et employés ;
- Un système d'information externe simple, essentiellement lié à la perception de son marché ;
- La recherche d'un environnement stable, malgré l'accélération du changement, car la petite entreprise n'a que peu de poids sur son environnement ;
- Les PME sont insérées dans le territoire où elles sont implantées.

Les PME présentent aussi les caractéristiques suivantes¹ :

- La PME est spécifique : la petite entreprise, n'est plus considérée comme un modèle réduit de la grande entreprise, mais comme une entreprise à laquelle, on peut associer des particularités.
- Le monde des PME est hétérogène : elles sont considérées comme un ensemble trop hétérogène, pour se prêter à une tentative de généralisation. La PME, n'est pas une catégorie homogène, mais une appellation commode, qui désigne une réalité multiple, susceptible de se différencier par l'activité, par la forme de propriété, par les stratégies adoptées, par le mode de gestion.

¹ HAMITI, Hamid: «La PME facteur de développement local : Etude de cas su couloir EST du SEBAOU», Mémoire de Master, Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, 2013, PP.43-44.

1.2.2. Typologie de PME

Il existe deux grands types d'approches : les approches qualitatives, les approches quantitatives.

1.2.2.1. L'approche qualitative

Les différentes définitions qualitatives de la PME mettent toutes l'accent sur la relation de l'entreprise avec son environnement. Il s'agit d'une approche beaucoup plus managériale et organisationnelle.

Les approches qualitatives se divisent en plusieurs typologies, soit celles qui s'appuient sur la dimension humaine ; celles qui se réfèrent au rapport de BOLTON ; ou encore celles qui se base sur des approches multicritères.

✓ La dimension humaine

Selon le critère dimension humaine et qualité de gestion, est considérée comme PME, «*toute unité de production ou de distribution, une unité de direction ou de gestion sous l'autorité d'un dirigeant entièrement responsable dans l'entreprise, dont il est souvent propriétaire, et qui est liée directement à la vie de cette dernière*»¹. Le chef d'entreprise est omniprésent dans ces approches descriptives. Son rôle est considéré comme déterminant dans la PME.²

✓ Le rapport de BOLTON

En Grande Bretagne, un travail d'envergure fut entrepris afin de conceptualiser la petite entreprise comme entité socio-économique.³ La définition des PME qui y est donnée repose sur trois critères :

- le fait que l'entreprise soit dirigée par ses propriétaires d'une manière personnalisée ;
- une part de marché relativement restreinte ;
- l'indépendance de la société.

¹ WITTERWULGHE, Robert : « la PME une entreprise humaine », Ed. De Boeck, Paris, 1998, p.15.

² Idem. P.15

³ Devant la diminution de la population de PME constatée durant la période de croissance, les autorités Britanniques ont chargé une commission, placée sous la présidence du professeur J.E.BOLTON, d'analyser la problématique de la PME en Grande Bretagne, les résultats de cette analyse débouchèrent sur un rapport dénommé du nom de son président (BOLTON).

Dans l'approche du phénomène de la PME, le rapport BOLTON insiste lui aussi sur les éléments liés à la personnalité du dirigeant de PME. Ainsi, selon cette analyse, la PME est dirigée par ses propriétaires d'une manière personnalisée et non par le biais d'une structure managériale formalisée.

Le rapport de BOLTON insistait sur le fait que la PME est une entreprise qui, en termes économiques, ne possède, d'une part relativement petite d'un marché. En d'autres termes, ces entreprises ont à faire face à de nombreux concurrents. Selon ce rapport, la plupart de ces entreprises n'ont pas une part suffisante de leur marché pour leur permettre d'influencer de manière significative leur prix de vente en modifiant les quantités qu'elles produisent.

Le dernier critère est l'indépendance de la PME. Il implique qu'une société de taille réduite qui fait partie d'un groupe plus important, ne peut pas être considérée comme une PME. Les filiales de grandes sociétés sont alors exclues de la définition.

✓ **Les approches multicritères**

Dans une analyse de synthèse des définitions qualitatives plus complexes, P.A.JULIEN distingue quatre grands groupes¹ :

- Soit celles qui s'appuient sur le type d'origine ou de propriété de l'entreprise ;
- Celles qui introduisent les stratégies ou les objectifs de la direction ;
- Celles qui se basent sur l'évolution ou le stade de développement ou d'organisation de la firme ;
- Celles qui touchent au secteur ou au type de marché dans lequel elles évoluent.

L'intérêt de cette typologie est de mettre en lumière la diversité de l'approche de la PME/PMI, ensuite de mettre en exergue les multiples facettes du phénomène PME/PMI ainsi que sa dynamique.

Pour résumer ces diverses typologies, P.A. JULIEN propose de disposer les différents éléments de ces dernières sur plusieurs «continuum»

Les différents éléments définissant une entreprise sur plusieurs continuum allant de moins à plus, de la très petite à la grande entreprise :

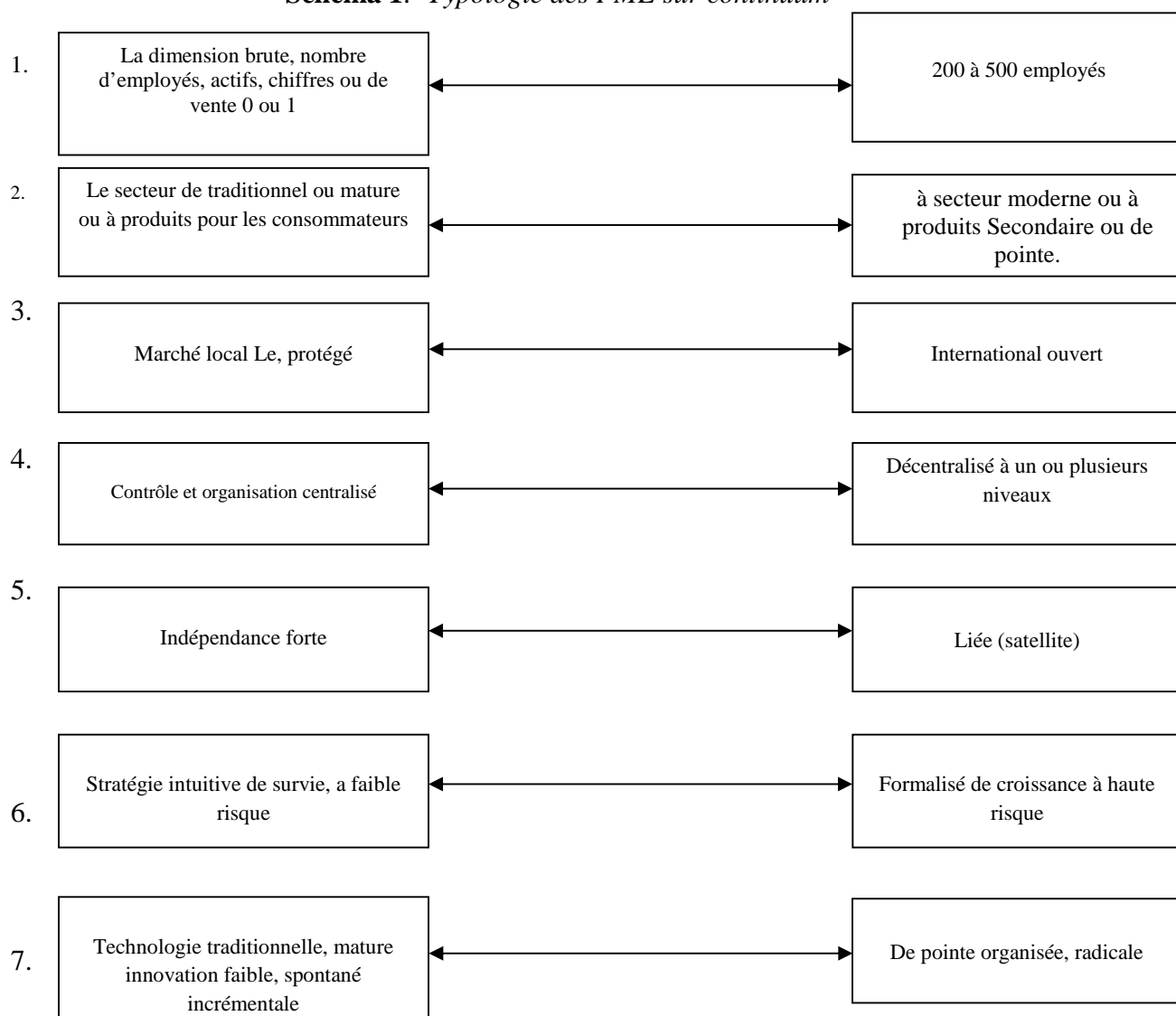
- De la centralisation à la décentralisation de la gestion ;

¹ MARCHESNAY, Michel : «PME de nouvelles approches», Economica, Paris, 1998, PP. 37-38.

- D'un marché local et protégé à un marché national ou international ;
- D'une stratégie intuitive à une stratégie formalisée ;
- D'un secteur traditionnel ou mature à un secteur moderne et à produit de pointe ;
- d'une technologie traditionnelle et d'une innovation faible à une technologie de Pointe et à une innovation radiale.

À la fin des années 80 et au début des années 90, plusieurs auteurs développent l'idée que les caractéristiques spécifiques de la PME ne sont pas figées mais élastiques. Ainsi, Julien (1994) propose une typologie sur continuum qui peut s'apparenter à une sorte de polymorphisme de la spécificité de la PME (voir le schéma 1).

Schéma 1.- Typologie des PME sur continuum



SOURCE : MARCHESNAY, Michel : «PME de nouvelles approches», *Economica*, Paris, 1998, PP. 37-38.

1.2.2.2. L'approche quantitative

Les critères qualitatifs sont néanmoins peu opérationnels lorsqu'il s'agit de réaliser une étude empirique de la PME ou de lui appliquer des dispositions législatives spécifiques notamment dans le cadre d'une politique industrielle ou fiscale.

Cette approche quantitative est le plus souvent adoptée par les chercheurs. Cette dernière se base sur un ensemble de critères qui, dans leur ensemble mesurables et quantifiables à savoir¹ :

- Le nombre d'effectifs employés ;
- Le chiffre d'affaire ;
- Les actifs de l'entreprise (capital total immobilisé, fond propres).

✓ Le nombre d'effectifs employés

La prise en considération de ce critère permet la distinction entre trois catégories d'entreprises² ; il s'agit :

- Des toutes petites entreprises, qui sont toutes les unités employant moins de dix (10) salariés ;
- Des entreprises dont le nombre des travailleurs varie entre dix (10) et quarante-neuf (49) employés et qui sont identifiées par petites entreprises ;
- Celles employant de cinquante (50) à Cinq cent (500) employés, ces entreprises sont considérées comme moyennes entreprises.

✓ Le chiffre d'affaire

Afin de rendre la définition de la PME opérationnelle, la Small Business Administration Américaine a établi des critères quantitatifs, en termes de nombre d'employés ou de volume de vente³, selon cet organisme, est considérée comme PME, toute entreprise ne dépassant pas les limites suivantes et qui peuvent encore varier suivant le sous-secteur à l'intérieur du groupe sectoriel décrit dans le tableau suivant :

¹ FERRIER, Olivier : «Les très petites entreprises», Ed. De Boeck, Bruxelles, 2002, P.P.23-24

² WITTERWULGHE, Robert : «La PME une entreprise humaine», Op.cit, P.P.23-26

³ Idem, P.26.

Tableau N°1 : Les critères de la PME selon le Small Business Administration

Groupes d'industries	Critères (selon l'industrie)	Intervalles des limites
Commerce de gros	Travailleurs occupés	Moins de 100
Commerce de détail	Recettes maximales annuelles	De 5 à 20 millions de \$, selon le sous-secteur
Construction	Recettes maximales annuelles	De 7 à 17 millions de \$, selon le sous-secteur
Manufacture	Travailleurs Occupés	De 500 à 1500 de \$, selon le sous-secteur
Transport	Recettes maximales annuelles	De 1 à 25 millions de \$, selon le sous-secteur
Extraction	Travailleurs occupés ou recette maximales annuelles	Moins de 500 ou moins de 5 millions de \$, selon le sous-secteur
Agriculture	Recettes maximales annuelles	De 0.5 à 9 millions de \$, selon le sous-secteur
Services	Travailleurs occupés ou recettes maximales annuelles	De 500 à 1500 ou de 3,5 à 21,5 millions de \$, selon le sous-secteur

Source : WTTERRWULGHE. R : «La PME une entreprise humaine», Ed. De Boeck, Paris, 1998, P.26.

1.3. Les contraintes et les atouts de la PME

1.3.1. Les contraintes de la PME

Les PME, rencontrent plusieurs problèmes, parmi lesquels¹ :

✓ Le problème de financement

La plupart des PME déplorent l'insuffisance de leurs structures financières, étant donné leurs faibles marges de négociation et leur difficulté d'accès au marché de capitaux. Elles se doivent recourir à des intermédiaires bancaires et au financement à moyen et long terme. Il en résulte généralement un endettement massif, des frais financiers important et une forte dépendance vis-à-vis des établissements de crédit.

✓ Le problème de compétitivité

Le manque de compétitivité des prix est à la fois l'un des freins essentiels de leurs exportations et l'une des principales faiblesses vis-à-vis de leurs concurrents.

¹ TALLEB, Kahina : «Les PME familiales comme acteur de développement local : cas de la commune de Ain EL Hammam», Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, 2015, p.

D'autres facteurs de compétitivité peuvent exister, tels que le respect des délais de livraison, service après-vente, présence commerciale à l'étranger...

✓ **Le problème d'accès à l'information**

La majorité des PME n'ont pas les ressources humaines, les compétences et le temps disponible pour s'informer et exploiter efficacement les dispositifs qui leurs sont proposés.

✓ **Les contraintes technologiques**

Pour créer une entreprise, il faut maîtriser la technologie et les équipements nécessaires pour son bon fonctionnement et donc il faut garantir un certain savoir-faire.

En fait, au-delà de leurs problèmes de taille, de structure, de financement et de formation, la PME n'est pas sans atouts.

1.3.2. Les atouts des PME

Parmi ces atouts nous trouverons les suivants :

✓ **Une grande flexibilité**

Ces entreprises de dimension modeste ont des structures suffisamment souples, grâce, notamment une grande polyvalence du personnel, pour s'adapter facilement aux changements de l'environnement. L'une des premières forces de ce type d'entreprise est leur petite taille, ce qui leur permet d'être plus flexibles et d'adopter un mode de gestion plus créatif que les entreprises de grande taille.

✓ **Facilité la communication**

Les dirigeants croient que les informations sont vite partagées et tout le monde se tiens au courant sans problème. La communication interne dans les PME efficace apporte une valeur ajoutée à la gestion des ressources humaines, elle sert à mobiliser et adhérer les collaborateurs autour d'un projet commun, elle favorise la productivité, la confiance mutuelle, le dynamisme et l'énergie.

✓ **Le dynamisme du patron**

Le dirigeant donneur d'ordres se doit de s'accomplir dans le rôle d'homme ressource et porteur de sens. Parmi les responsabilités principales du patron on trouve ¹:

- Fournir une direction et un planning stratégique (prise de décision, réflexion stratégique, agenda...);
- Organiser, développer et utiliser l'équipe de management ;
- Créer un environnement organisationnel approprié et un système de valeur organisationnelle
- Gérer le personnel, se soucier du développement du personnel ;
- Rencontrer et développer la clientèle/ relation fournisseurs (prospector, discuter, renforcer les liens...);
- Maintenir des relations positive avec le conseil d'administration et les actionnaires.

1.4. Les PME à travers le monde

A partir des années 1980, la redécouverte des PME apparait comme une solution de la crise du fordisme

En fait, la crise économique a permis de remettre fortement en avant les PME, dans la majeure partie des pays où ces dernières ont été considérées comme étant un outil prioritaire de développement socioéconomique, les résultats s'étaient révélés bénéfiques.

Ceci a été vrai autant dans certains pays développés que dans des pays sous-développés.

1.4.1. Dans les pays développés

Dans les pays développés, la PME occupe une place importante, et son effort est proportionnel à cette importance.

Le Japon est doté d'un secteur de PME très actif dont les complémentarités avec celui des grandes entreprises ont réussi. La puissance des PME dans le Japon réside dans sa flexibilité, la souplesse de sa structure et sa capacité à cumuler une technologie.

¹ BENOÎT, Raveleau : «La dynamique de l'activité de dirigeant de PME», Congrès international de l'académie de l'entreprenariat, P.P. 3,5. Disponible en ligne sur : archives.entreprenariat.com (consulté le 25/09/2017)

Au Japon 97% des entreprises sont des PME le nombre de personnes qui y sont embauchées correspond à 35% de l'emploi industriel¹.

En France, les PME sont considérées du cœur de l'économie française. Elles représentent 57% de la valeur ajoutée, 65% des emplois marchands, 82% des emplois créés. La PME constituent la trame du tissu économique de la France en 2014, elles assurent l'essentiel des créations d'emplois, elles sont les garantes de la santé du pays².

Au cours des 20 dernières années, la force de l'industrie Italienne a résidé dans le travail et la production manufacturière des PME. Organisées en «**district industriel**», ce dernier est défini comme «*un district industriel est une zone locale ou régionale abritant une concentration de plusieurs petites entreprises plus ou moins intégrées d'une même branche : la production de machinerie en amont, les produits et les activités de services nécessaires au processus de production en mont val, que des réseaux support à la commercialisation en aval*»³, le concept de «**district industriel**» trouve son origine dans deux principales sources complémentaire. Le premier, essentiellement théorique réalisé par Alfred MARSHALL dès la fin de 19^{ème} siècle, la seconde, plus empirique, vient principalement d'Italie.

Grace à ce modèle, l'Italie est l'un des pays dans lequel l'initiative entrepreneuriale est plus développée. Cette autonomie a permis le développement de la créativité, de la recherche du beau et bon goût sur le produit fini qui a rendu célèbre dans le monde entier le «**made in Italy**».

Aujourd'hui, le pays compte 4.21 millions d'entreprises dont 4 millions sont composées de moins de 10 salariés. Le tissu industriel Italien est aussi caractériser par un grand nombre de PME familiale⁴.

Aux Etat Unis, les PME dite «**Small business entreprise**», se distingue de la grande entreprise par ses spécificités en termes de financement, d'organisation et de mode de gestion. Elle joue un rôle important, constituant environ 85% des entreprises manufacturières⁵.

¹Article : «La contribution de la PME au développement économique», 25 Mars, 2001, disponible en ligne sur : www.blog.saeed.com , consulté le 14/10/2017

² CHERTOK, G, MALLERY, P.A, POULETY, P, Rapport du conseil d'analyse économique, «Le financement des PME», 2009 et le rapport du ministère de l'économie des finances et de l'emploi.

³ Levesque, B, KLEIN, J.L, FONTAN, J.M : «Les systèmes industriels localisée : état de la recherche», 1998, disponible sur : <http://www.umd.uqam.ca>, consulté le 15/10/2017, P.3.

⁴ Union des chambres de commerce et d'industrie française à l'étranger (UCCIFE) : «Réussir en Italie», France monde expresse, Mai 2010, page 38. www.iledfrance-international.fr, files. Consulté le 14/10/2017.

⁵ OCDE, perspective de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat 2005, les éditions de l'OCDE, Paris.

1.4.2. Dans les pays en voie de développement

Dans les pays en voie de développement, la situation est similaire de celle des pays développés.

La PME rurale occupe entre 30 et 50% de la population active des campagnes dans la plupart des pays en voie de développement, à l'exemple du Maroc et la Tunisie qui ont pris conscience de l'intérêt des PME, qui les placent dans la voie d'un véritable développement économique et sociale.

La Tunisie enregistre une évolution spectaculaire dans la création des PME «*en 2002, l'objectif était de créer une entreprise chaque jour*»¹.

En 2011, le pays arrive aux résultats suivants² :

- L'industrie manufacturière représentait 21,4% du PIB et employait 20,5% de la main d'œuvre ;
- L'agriculture et la pêche représentaient une part de 11,9% du PIB et de 22% de la main d'œuvre ;
- La contribution du tourisme était de 6,6% du PIB.

Quant au Maroc La PME est présente dans tous les secteurs de l'activité économique marocaine. Le nombre de PME au Maroc est de 169.500 en 2016. Les petites entreprises représentent 78% du secteur et 15% pour les moyennes entreprises, pour les grandes entreprises elles ne représentent que 7%. Le poids de la PME représente 98% de l'ensemble du tissu productif national de tissu économique et occupant plus de 50% des salariés du secteur privé³.

En Egypte 90% des entreprises sont des PME, leur contribution à l'emploi industriel est de 60%, la valeur ajoutée industrielle correspond à 40%⁴.

¹ DECHARA, Mansour : « stratégie de développement des PME et de développement local : essai d'analyse à partir du cas de la région Nord-Ouest de l'Algérie », Op.cit, P.4.

² BOUIRA, Noura : « développement et perspectives des PME Algériennes », Mémoire de Magister, Université d'Oran, P.P.72-73.

³ Idem, P.P.74-75.

⁴ Article : «La contribution de la PME au développement économique», Op.cit.

Section 2 : Généralités sur le développement local

Le développement local est une problématique traitée par beaucoup de théoriciens vue son importance dans la vie économique et sociale des peuples. Ses actions visent à l'amélioration du niveau de vie des communautés en assurant une intégration homogène de tous les acteurs d'activité.

2.1. L'origine du concept de développement local

Le développement local est un concept qui est apparu, premièrement, dans les pays occidentaux. Il est considéré comme faisant partie des nouveaux paradigmes, cadre d'analyse et d'intervention pour venir à l'aide des économies européennes en proie à des difficultés.

Pour les économistes, c'est à partir de la fin des années 50 que naissent les premières théories de développement endogène. A titre d'exemple, John Friedman et Fraser Taylor ont considéré le développement « par le bas » comme un phénomène basé sur un territoire limité et des ressources locales endogènes en prenant en compte des traditions locales et du principe de coopération.

Dans les années 1960-1970, la revendication d'une autonomie locale et d'une identité culturelle à caractérisée cette période avant que la crise économique influencera les régions de mono-industrie dans les années qui suit. De ce fait, l'élément essentiel qui a déclenché le développement local est la crise économique des années 1970 qui mettra fin à la période des trente glorieuses.

Durant les années 1980-1990¹, de nouvelles régulations du système économique et une gouvernance locale efficace deviennent une nécessité. Par conséquent, le développement local était la repense aux soucis des nations.

Durant les années 80, le développement local à dominer le système économique des nations. A partir des années 90, une nouvelle notion est apparue «le territoire». Le développement local a été remplacé par le développement territorial.

¹DENIEUIL, Peraya : «Introduction aux théories et à quelques pratiques de développement local et territorial», Genève, 2005, P.3.

2.2. Définition du développement local

Avant de traiter la notion de développement local, il est important de mettre l'accent sur d'autres concepts qui lui sont étroitement liés.

2.2.1. Notions liées au développement local

2.2.1.1. La notion de l'espace

L'espace est perçu comme une distance mesurable, et en termes de ressources qu'il contient. Il est défini comme un milieu plus au moins délimité où peu se situer quelque chose.

Selon Bernard PECQUEUR, *«l'espace n'est pas une sorte d'étendue homogène et indifférencier. Il est, au contraire, pluriel, c'est-à-dire, composé d'une partie hétérogène et nettement différenciées qu'on appelle «territoire», qui présente des caractéristiques sur le plan économiques ainsi que sur le plan socio culturel»¹.*

2.2.1.2. La notion du territoire

La notion du territoire est une notion extrêmement complexe. Elle exprime «la prise de possession d'un espace par une espèce, son organisation et sa défense»². C'est un espace approprié par un groupe, il a trois préalables, deux sens et trois entrées³.

✓ Les trois préalables

- Le territoire est un terme plus anglophone que francophone ;
- Un terme qui existe depuis longtemps mais son utilisation est récente par A.MARSHALL. C'est à partir de 1980 qu'on a parlé de territoire dans le développement local ;
- C'est un terme utilisé aujourd'hui dans plusieurs sciences (économiques, politiques, géographiques...).

✓ Les deux sens

- Géographique : c'est tous les caractéristiques de l'espace naturel ;

¹PECQUEUR, Bernard : «Le développement local», édition Syros-Alternative, 2000, P.24.

²GANI, Messad : «Les PME/PMI comme acteurs de développement local : cas de la wilaya de TIZI-OUZOU», mémoire de magister, Université de Mouloud MAMMARI de TIZI-OUZOU, 2010, P.36.

³ Cours de monsieur BOUGUERMOUH du module : développement local, durant notre formation en 2^{ème} année master.

- Institutionnel : ces institutions reconnaissent un espace de vie et d'action.

✓ **Les trois entrées**

- Le territoire est un espace construit ;
- Le territoire est un espace de vie et d'action ;
- Le territoire est un espace vécu et perçu.

2.2.2. Définition du développement local

Pour B. PECQUEUR, le développement local « *est une dynamique qui met en évidence l'efficacité des relations non exclusivement marchande entre les hommes pour valoriser les richesses dont ils disposent* »¹.

Pour X.GREEFE, le développement local se base sur « *un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire à partir de la mobilisation et la coordination de ses ressources et de synergies. Il sera donc des efforts de sa population, il mettra en cause l'existence d'un projet de développement intégrant ses composants économiques, sociales et culturelles, il fera d'un espace de contiguïté un espace de solidarité active* »².

Plusieurs définitions sont données au développement local, celles-ci mettent en évidence la multitude des acteurs et l'importance des relations de coopérations qui se combinent entre eux. Pour GAROFOLI, « *un modèle de développement endogène est fondé sur l'utilisation des ressources local, la capacité de control au niveau local de processus d'accumulation, la capacité de réaction aux pressions extérieurs et la capacité d'introduire des formes spécifiques de régulation sociale au niveau local des éléments précédents* »³.

2.3. Les outils de développement local

Parmi les outils de développement local, nous pouvons citer les plus importants qui sont comme suit⁴:

¹ PECQUEUR. Bernard : «Le développement local», op.cit, P.17.

² GREEFE, Xafier : « Territoire en France : les enjeux économiques de la décentralisation », édition Economica, Paris, 1984, P.146.

³ GANI, Messad : « Les PME/PMI comme acteur de développement local : cas de la wilaya de TIZI-OUZOU », op.cit, P.38.

⁴ TALLEB, Kahina : « Les PME familiales comme acteur du développement local : cas de la commune de Ain El Hammam », Op.cit, P.36.

- L'aménagement de territoire qui a pour but de définir les grandes orientations et le cadre générale de développement du territoire ou de la zone concernée ;
- Une politique de décentralisation du pouvoir basée sur déconcentration des structures de l'Etat qui permet de donner une certaine liberté dans la prise de décision. Ce partage de pouvoir donnera licence à une gestion plus performante en prenant en compte des spécificités du territoire ;
- Une gouvernance locale efficace qui se traduit par la mise en interaction des acteurs locaux doit être orientée vers la définition d'un projet commun de développement des collectivités ;
- Garantir la participation des citoyens dans la vie politique de la collectivité et la prise de décisions ce qui donnera plus de fiabilité et d'efficacité à la stratégie de développement local ;
- La fiscalité locale et nationale qui permettra le financement des projets locaux et donc l'amélioration de la base du système économique de la région et l'amélioration du niveau de vie des citoyens.

2.4. La dynamique des acteurs locaux

Le développement local dit aussi le développement endogène ou le développement par le bas exprime l'espoir qu'un processus de développement puisse être amorcé par le milieu et débouche sur un dynamisme local reposant sur les initiatives et le savoir-faire des habitants et les entreprises du milieu local. Il apporte une solution à la crise de la régulation du système économique quand il cherche à changer le niveau de régulation pour lutter contre le chômage en continuant à créer des richesses et des emplois.

2.4.1. Les acteurs de développement local

Les acteurs de développement local peuvent être définis comme un regroupement d'opérateurs et d'intervenants organisés sur un territoire. Ou bien, sont les représentants des territoires, ils décident et inter-réagissent dans le but de valoriser et développer leur territoire. Plusieurs acteurs sont impliqués dans le processus de développement local mais les collectivités locales demeurent la première puissance qui entretient des relations très étroites avec le territoire, notamment en termes d'intervention directe que lui confère sa proximité de citoyen.

Les acteurs de développement local sont diversifiés et multiples. Ils peuvent être classés comme suit :

- L'État : il s'agit des organes centraux des pouvoirs publics notamment le gouvernement. Ce dernier est un partenaire incontournable des collectivités locales vue la nature de la relation existante entre les deux. La décentralisation c'est le transfert des prérogatives aux collectivités locales avec pour objectif une meilleure gestion des ressources existantes et un bon fonctionnement des institutions publiques.

L'État a pour mission de définir les grandes orientations de la politique nationale, de fournir les ressources humaines et financières nécessaires au bon fonctionnement des collectivités locales ainsi que de veiller au respect et à la pratique de la réglementation. Il assure aussi le contrôle des actions de développement des territoires dans une dynamique locales des acteurs locaux¹.

- Les collectivités locales : elles représentent un acteur important dans le développement du territoire de localisation. Elles ont pour responsabilité de promouvoir l'économie locale, en exerçant les compétences assignées en collaboration avec l'ensemble des acteurs locaux. Elles sont aussi chargées de la gestion des affaires publiques locales.

Elles sont considérées par tous les analystes comme le levier puissant de développement local.

- Les populations : elles ont un rôle important dans le développement économique des territoires. Elles participent à la définition et à la mise en œuvre des politiques publiques ce qui fait d'elles les acteurs de leur propre développement. De plus, elles sont considérées comme les bénéficiaires finaux de toutes les politiques de développement local².

- La société civile : il s'agit de l'ensemble des groupes organisés ou non organisés qui agissent de manière concrète en dehors du cadre et de l'intervention de l'Etat.

¹«Clarification des rôles et responsabilités des acteurs de la décentralisation», direction de la décentralisation, Sénégal, janvier 2011, P.10. Format PDF. Disponible sur : www.pndf/IMG/pdf. (Consulté le 05/10/2017).

²TALEB, Kahina : «Les PME familiales comme acteur de développement local : cas de la commune de Ain El Hammam», Op.cit, P.40.

Les organisations de la société civile regroupent l'ensemble des organisations communautaires, des groupements de solidarité, les coopératives, les mutuelles, les syndicats, les associations professionnelles, les organisations à but non lucratif, ...

Elles jouent un rôle important dans le processus de développement au niveau local et national. Elles ont pour mission principale d'aider les populations pauvres et marginalisées et de participer au développement socio-économique du pays.

Dans le but de la meilleure mise en œuvre des projets de développement local, les collectivités locales doivent s'associer en partenariat avec ces organisations¹.

- Le secteur privé : il est constitué par les entrepreneurs privés locaux organisés ou agissant individuellement. Ils développent souvent beaucoup d'initiatives économiques au niveau local. Ainsi, nous pouvons noter entre autres, des initiatives des migrants, les PME et d'autres coopératives... Les acteurs du secteur privé participent sous diverses formes au développement local, principalement sous l'angle économique (emplois de main d'œuvre, générations de revenus, infrastructures...).

- Les partenaires techniques et financiers² : les partenaires techniques et financiers participent au développement local et à la concrétisation des objectifs de la décentralisation par la prestation d'appuis techniques et l'offre des ressources financières dans le cadre de la coopération avec l'État. Leur mission est l'accompagnement et le financement des projets favorisés par la politique nationale de développement.

2.4.2. L'importance des acteurs locaux dans le développement local

Dans le cadre de la dynamique locale, il existe des relations fortes entre l'État et les collectivités locales. Celles-ci jouent un rôle de stimulateurs, coordinateurs et créateurs d'emplois et l'État de son côté joue un rôle d'animateurs et d'articulateurs des différents acteurs. En plus des élus et des représentants, des acteurs du développement local peuvent être aussi des représentants d'organismes sociaux économiques bien implantés dans leur milieu. C'est ces organismes qui avec les entreprises confèrent à un environnement toute la cohérence requise pour en faire un espace d'intervention.

¹TALEB, Kahina : «Les PME familiales comme acteur de développement local : cas de la commune de Ain El Hammam», Op.cit, P.41.

²« Clarification des rôles et responsabilités des acteurs de la décentralisation », Op.cit, P16.

Toutefois, de nombreux observateurs du développement local ont insisté sur l'importance que présentent les capacités des entreprises et notamment les PME. Néanmoins, le rôle majeur qu'elles peuvent jouer dans le processus de développement par le bas ne renvoie pas seulement à des facteurs internes, propres à chacune d'elles, elle renvoie aussi au type de relations qu'elles nouent à l'échelle du territoire, entre elles et avec leur environnement.

Ainsi, les entreprises et les autres acteurs du développement territorial interagissent dans le territoire dans un système de relation plus au moins structurées autour d'un ensemble de réseaux constituant des cadres dans lesquels les ressources et les capacités s'agencent entre les parties prenantes.

2.4.3. Les compétences nécessaires à un acteur de développement local

Le développement local est lié aux personnes qui sont responsable du bon fonctionnement du projet. Par conséquent, tout acteur de développement doit disposer d'un ensemble de compétences qui relèvent de plusieurs variables :

- Avoir une position claire pour chaque acteur ou opérateur de développement ce qui donnera lieu au respect des responsabilités assignées et à la connaissance des degrés de liberté.
- Mettre en évidence les motivations principales et les systèmes des valeurs personnelles d'un acteur de développement local.
- Tout acteur doit combiner des intelligences humaines et relationnelles et des talons particuliers pour mieux réaliser le projet de développement.

Enfin, le porteur de projet ou l'acteur de développement doit être capable de gérer des situations les plus complexes en s'adaptant aux différents changements de l'environnement.

2.5. PME : comme facteur de développement local

Le développement économique est souvent vu comme étant un moyen pour résoudre le problème du chômage. La crise de la grande firme a nécessité en urgence de trouver une autre voie qui est le développement endogène. De ce fait, pour faire face à cette crise, il y avait une mise en place des PME et PMI.

2.5.1. Les collectivités locales et le développement local

Les collectivités locales se présentent comme un acteur important dans le développement du territoire. Elles ont pour mission de promouvoir l'économie locale, pour développer le secteur des petites et moyennes entreprises.

L'engagement des collectivités en faveur du développement économique a permis l'émergence de solution innovante et adaptées au territoire¹.

Les collectivités territoriales et leur groupement disposent de plusieurs leviers d'intervention : les aides aux entreprises, il est important de rappeler que la compétitivité des économies nationales est souvent fondée sur des zones géographiques limitées donc régionales ou locales, qui sont à leur tour souvent composées d'un grand nombre de PME. De ce fait, les collectivités locales aient un rôle à jouer pour le développement de ces PME par la participation au financement de ces dernières, les subventions, l'offre foncières, création d'infrastructures...Ces leviers peuvent intervenir dans des secteurs variés (l'industrie, le commerce, l'artisanat, l'agriculture, économie sociale et solidaire ...)

Malgré ce rôle important des collectivités locales, la plupart des initiatives en faveur de développement des PME sont basées sur une mise en œuvre au niveau national, négligeant le rôle des autorités régionales et locales. Par conséquent, il est nécessaire de donner une plus grande importance aux actions des collectivités locales pour stimuler l'entrepreneuriat et la création des PME. En même temps il est nécessaire de fournir les instruments nécessaires à la création d'un environnement favorable aux PME.

2.5.2. La contribution de la PME au développement local

Les petites et moyennes entreprises jouent un rôle économique et social très important, à la fois par leur importance dans le tissu économique et par la création de l'emploi, un rôle fortement apprécié en ces périodes de crise et d'aggravation des chiffres du chômage. Le développement des PME peut aider de nombreux défis liés au développement économique, a des inégalités, à un taux de chômage très élevé, au développement démographique et à la nécessité de changement structurel.

¹Rapport d'information, «Les collectivités territoriales et le développement économique», 2013, disponible sur : www.senat.fr › travaux parlementaire › rapports», consulté le 01/10/2017.

En particulier, le développement des PME offre de nombreuses possibilités d'emplois ce que peut aider à baisser le taux de chômage et faire face aux défis démographiques de population en pleine croissance. En outre, le développement du secteur des PME peut aider à renforcer la concurrence et la productivité. Ce processus, en revanche, contribue au développement régional et local ainsi qu'à la cohésion sociale puisqu'il aide à baisser des inégalités car la hausse des revenus d'un éventail plus large de la population devrait créer une plus forte demande de meilleure gouvernance. Tous ces développements positifs devraient aider à créer de meilleurs possibilités, tant au niveau économique qu'au niveau politique, qui permettant de transformer des projections démographiques décourageantes et potentiellement source d'aggravation de la pauvreté et de l'instabilité en force entraînant un changement positif.

Le développement durable de la région nécessite la diffusion d'une culture de la promotion des investissements et des territoires parmi les acteurs locaux, pour un meilleur partage des investissements, les emplois et richesses, face à une concurrence qui s'intensifie.

Conclusion

Pour résumer ce qu'on a dit dans ce chapitre, on peut dire que l'importance de la PME est de sa participation dans la croissance économique et le développement est elle, qu'elle est actuellement au cour de débat de tous les politiciens économistes, d'où l'intérêt et la nécessité de mieux comprendre et de définir cette entité. La lecture des différentes définitions met en évidence la diversité des PME.

La dynamique de développement local repose sur la mise en place de réseau de relation entre les différents acteurs locaux pour assurer une bonne gouvernance local d'une part, et la meilleure exploitation des ressources spécifiques de territoire en question d'une autre part. Ainsi, le déficit de développement local est de mettre en œuvre des conditions nécessaire pour l'entrepreneuriat notamment dans le cadre des PME, de renforcer le partenariat et surtout de motiver les initiatives individuelles.

Chapitre II :

**Une vue d'ensemble sur les PME en Algérie
et leur rôle dans le développement
économique du pays**

Chapitre II : Une vue d'ensemble sur les PME en Algérie et leurs rôle dans le développement économique du pays

INTRODUCTION

Dans le contexte économique et social actuelle, la PME constitue l'élément indispensable à l'intégration et à la diversification économique, soit la principale source de richesse, d'emploi.

En Algérie, comme dans d'autres pays, les PME constituent la grande partie de tissu économique, bien que l'importance accordée à celle-ci ne soit pas récente. À partir des années 2000, l'Algérie s'est orientée vers une nouvelle politique qui se focalise sur la création des PME notamment de très petites tailles.

De ce fait, le secteur privé commence à avoir une place primordiale dans le développement économique de pays et le défi de la compétitivité s'impose aux entreprises algériennes. Devant les difficultés de redressement du secteur public, l'État tente d'orienter ses actions vers l'encouragement d'un ensemble de dispositif ayant pour but de promouvoir la création et le développement des PME privées

Des différentes mesures d'aide (financières, fiscales, informationnelles,...) ont été lancées par les pouvoirs publics algériens à l'échelle communale, régionale (wilaya) et nationale, et cela, par la création des différents dispositifs (ANSEJ, ANGEM, CNAC...). Afin d'assainir l'environnement économique et de permettre aux PME algériennes de devenir plus compétitives.

Dans ce chapitre nous allons voir des généralités sur les PME algériennes ensuite leur rôle dans le tissu économique et social du pays.

Chapitre II : Une vue d'ensemble sur les PME en Algérie et leurs rôle dans le développement économique du pays

Section 1 : Généralités sur la PME Algérienne

Avant de procéder au constat de la PME en Algérie, il est important en premier lieu de définir la PME Algérienne, ensuite présenter sa genèse et son évolution.

1.1. Définition de la PME en Algérie

L'Algérie a adopté la Charte de Bologne sur les PME en Juin 2000 et définit les différents types d'entreprises qui intègrent cet acronyme comme suit¹ :

- La moyenne entreprise : définie comme une entreprise employant de 50 à 250 personnes et dont le chiffre d'affaire est compris entre 200 millions et 2 milliards de dinars ou dans le total du bilan est compris entre 100 et 500 millions de dinars.

- La petite entreprise : définie comme une entreprise employant de 10 à 49 personnes et dont le chiffre d'affaire annuel n'excède pas 200 millions de dinars ou dans le total du bilan n'excède pas 100 millions de dinars.

- La très petite entreprise ou micro entreprise : est définie comme une entreprise employant de 1 à 9 employés et réalisant un chiffre d'affaire annuel inférieur à 20 millions ou dont le total du bilan n'excède pas 10 millions de dinars.

1.2. Genèse de la PME en Algérie

Avant de mettre l'accent sur les différentes spécificités de la PME en Algérie, il est important de passer par une brève genèse de ce type d'entreprises.

1.2.1. État et situation de la PME algérienne

L'Algérie se tourne depuis quelques années vers l'économie de marché d'où l'attention que suscite la PME. La place occupée par cette dernière reflète le véritable intérêt développé en Algérie. Les raisons de cet intérêt se rattachent à leurs poids dans l'économie des services et à la configuration du système productif à la suite des crises successives des grandes organisations et l'accélération du chômage.

Selon le conseil national consultatif pour la promotion des petites et moyennes entreprises CNC-PME, lors d'une réunion menée en 2009, les PME algériennes sont les

¹ BOUIRA, Noura : « développement et perspectives des PME Algériennes », Op.cit. P.24.

Chapitre II : Une vue d'ensemble sur les PME en Algérie et leurs rôle dans le développement économique du pays

moins préparées à faire face au défi de la mondialisation. Selon la même source, les 300 milles PME que compte l'Algérie sont les plus fragiles dans les pays méditerranéens¹. C'est pour cette raison que la mise en place d'un programme national d'aide à ces PME était indispensable dans le but de se positionner fortement sur un marché de plus en plus mondialisé et plus concurrentiel.

Les contraintes auxquelles font face ces PME sont très multiples, à titre d'exemple :

- Les lourdeurs bureaucratiques ;
- La présence d'un important secteur informel et un grand nombre de produits de la contrefaçon ;
- La difficulté d'accès aux prêts bancaires ;
- La difficulté de recruter une main d'œuvre qualifiée et des insuffisances en matière d'innovation.

De plus, la complexité de l'arsenal législatif et réglementaire, l'absence d'informations ainsi que la pression fiscale sont autant de facteurs qui conduiraient un grand nombre de petits entrepreneurs à favoriser leur engagement dans le secteur informel. L'Algérie souffre d'un dysfonctionnement hérité du système socialiste et accentué par une pléthore de texte aussi complexe que contradictoire².

1.2.2. Une émergence récente des PME

Depuis 1990, la PME algérienne ne cesse de prendre essor. 60% des PME existaient en 2000 ont été créés après 1994 suite à l'adoption d'un nouveau code des investissements en 1993 et la mise en pratique du programme d'ajustement structurel. 75% des PME recensées en 2005 ont été créés à la suite de l'adoption de ce nouveau code, alors que 35% durant la période 2000-2005. La mise en place de l'agence nationale pour le développement de l'investissement(ANDI) figure parmi les facteurs qui ont favorisé la création de milliers de petites et moyennes entreprises. Cette dernière a pour mission principale le développement et le suivi des investissements en facilitant l'accomplissement des formalités administratives.

¹ JOYAL, André, SADEG Mohamed, TORRES Olivier : «La PME algérienne et le défi de l'internalisation», Édition Harmattan, 2010, Paris, P.21.

² Idem, P.22.

Chapitre II : Une vue d'ensemble sur les PME en Algérie et leurs rôle dans le développement économique du pays

C'est en septembre 1999 que fut signée une convention en vue d'adopter un programme d'appui au développement des PME/PMI. Mais ce n'est qu'en 2002 que le ministre de la PME et de l'artisanat, de concert avec la délégation avec la commission européenne à Alger, a décidé de prendre en main le projet afin qu'un avenant soit signé l'année suivante avec un objectif quinquennal de créer pas moins de 150 000 nouvelles PME. On en arriverait à un total de 320 000 sur l'ensemble du territoire national alors qu'il en faudrait, selon les experts, au moins un million et demi¹.

1.3. L'évolution de la PME en Algérie

Selon le ministère de la PME et de l'artisanat, le secteur de l'artisanat et des métiers couvre plus de 200 activités à l'intérieur de plus de 70 000 petites entreprises employant plus de 210 000 personnes en 2004. En 2006, le nombre de PME privées était de 259 282 entreprises dont la majorité d'entre elles était des très petites entreprises ou le nombre de salariés varie de 1 à 9².

Selon d'autres sources, l'évolution du nombre des PME publiques et privés durant la période 2006-2016, peut être représentée dans le tableau suivant :

Tableau n°02 : L'évolution des PME algériennes sur la période 2006-2016

Année	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PME privées	269806	293946	392013	408155	606737	658737	686825	747387	820194	896279	1013637
PME publiques	739	666	626	598	560	572	561	547	544	532	438
Total	270545	294612	392639	408753	607297	659309	687386	747934	820738	896811	1014075

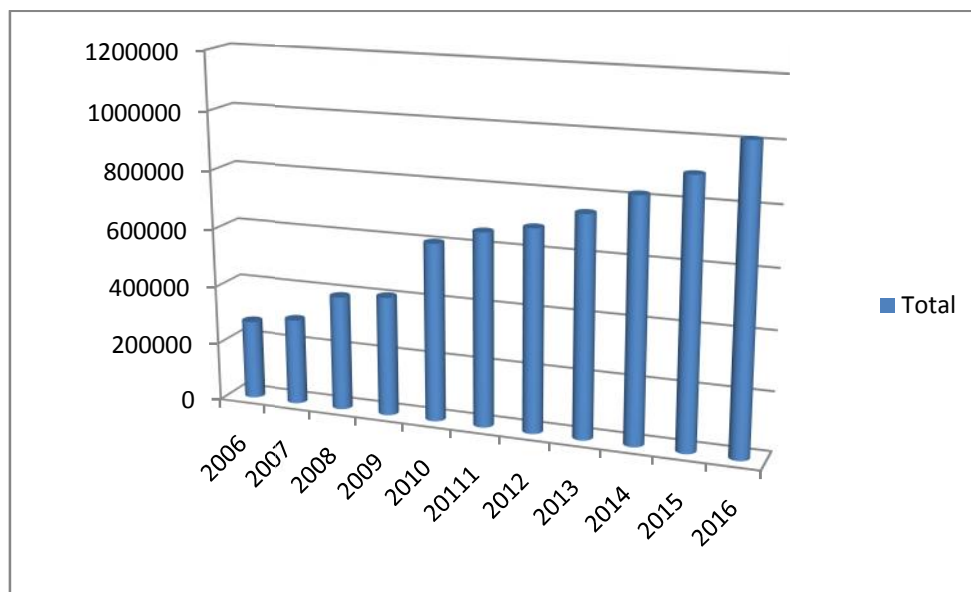
Source : Bulletin d'information statistique de la PME

¹JOYAL André, SADEG Mohamed, TORRES Olivier : «La PME algérienne et le défi de l'internalisation», Op.cit, P.24.

² Idem, P.23.

Chapitre II : Une vue d'ensemble sur les PME en Algérie et leurs rôle dans le développement économique du pays

Graphique n° 01 : Évolution du nombre des PME algériennes sur la période 2006-2016



Source : Établi par nous même à partir des données du tableau dans le tableau n°02

Selon le tableau précédent et la représentation graphique, on remarque une évolution continue du nombre des PME durant la période 2006-2016 et cela est dû aux différentes mesures prises par l'État pour la promotion et le développement de ces PME. Le nombre total de ces dernières est passé de 270 545 PME en 2006 à 1 014 075 PME en 2016. On remarque une augmentation importante notamment durant les trois dernières années.

2.4. Spécificité de la PME algérienne

La PME nationale se caractérise essentiellement par son sous-développement, pour cela nous pouvons citer quelques spécificités et singularités des PME algériennes qui se présentent comme suit :

- Le tissu industriel montre que la PME n'occupe pas la place qui lui est appropriée dans les pays sous-développés, similaire à l'Algérie, en termes de potentialité de développement économique et social ;
- Les PME algériennes sont souvent concentrées dans des niches ou des créneaux que le secteur public a délaissés. Elles ont des positions confortables de monopole, elles sont rentières et peu génératrices d'innovation ;
- Elles sont plutôt familiales et peu favorable à l'ouverture du capital aux étrangers ;
- Une partie importante de leurs activités se pratique dans l'informel (financement, production, commercialisation, approvisionnement) ;

Chapitre II : Une vue d'ensemble sur les PME en Algérie et leurs rôle dans le développement économique du pays

- Leur marché est principalement local ou national, elles sont peu ouvertes à l'extérieur (marché international) ;
- La collaboration entre entrepreneurs avec les autorités publiques n'est pas assez développée ;
- Les techniques de croissance (cession, fusion, regroupement...) son non maitrisées et non utilisées ;
- Les PME algériennes possèdent des ressources sous utilisées ;
- La qualité des biens et services produits par les PME algériennes est inférieure à celles des produits des concurrents étrangers.

Section 2 : Le rôle des PME algériennes dans le tissu économique et social

Les PME en Algérie sont nées à partir de la fin des années 1980, ce type d'entreprise avant cette date n'avait qu'un rôle secondaire dans l'économie algérienne. Cependant, aujourd'hui ces PME jouent un rôle primordial dans le système économique.

2.1. Importance des PME dans le développement économique algérien

Nous ne pouvons pas négliger le rôle et l'importance de la PME dans toute l'économie, car elle permet et elle contribue à la croissance et au développement économique, par :

- La création d'emploi ;
- La création de la valeur ajoutée ;
- La participation à la distribution des revenus.

2.1.1. La création de l'emploi

Les PME ont une place importante dans la création et le maintien de l'emploi, plus particulièrement par le secteur privé, ce qui est important. Toutefois comme tendance, c'est que les PME créent de nouveaux emplois tandis que les grandes entreprises licencient et compressent le personnel. L'Algérie, comme beaucoup d'autres pays, a pris conscience de l'importance des PME et son apport important pour l'emploi et a réalisé des parts considérables sur ce plan comme le montre le tableau suivant :

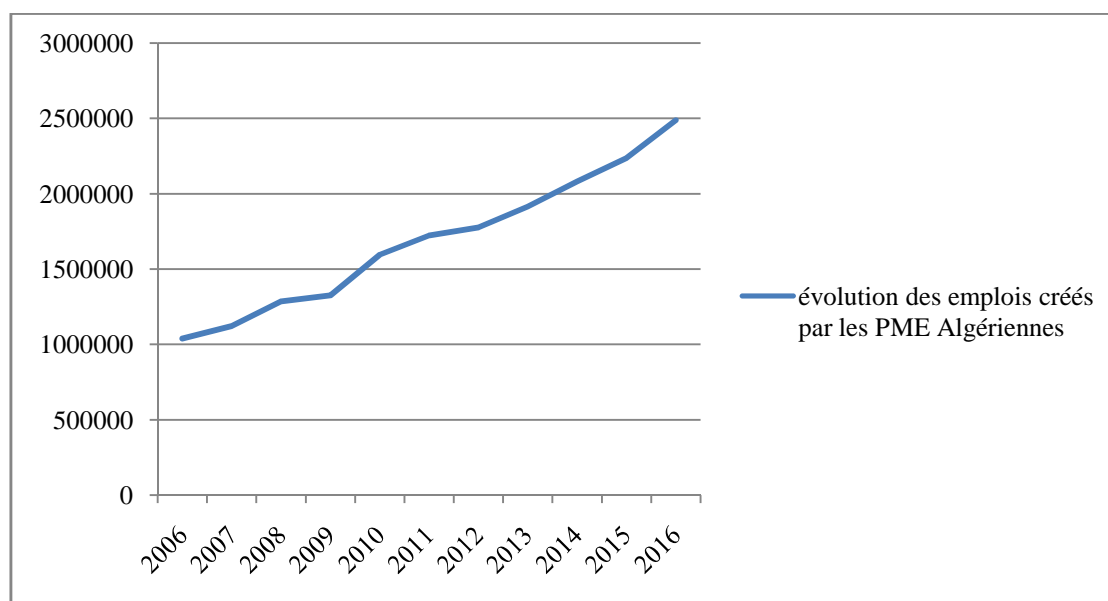
Chapitre II : Une vue d'ensemble sur les PME en Algérie et leurs rôle dans le développement économique du pays

Tableau n°03 : Évolution des emplois créés par les PME algériennes sur la période 2006-2016

Année	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PME privée	977942	1064983	1233073	1274465	1547525	1676111	1728046	1869363	2035219	2192068	2452216
PME publique	61661	57146	52786	51149	48783	48086	48415	46132	47085	46165	35698
Total	1039603	1122129	1285859	1325614	1596308	1724197	1776461	1915495	2082304	2238233	2487914

Source : bulletin des statistiques d'information des PME

Graphique n°02 : Évolution des emplois créés par les PME algériennes sur la période 2006-2016



Source : Établi par nous-mêmes à partir des données du tableau n°03

On constate qu'il y a une augmentation continue des emplois créés qui est passé de 103 9603 en 2006 à 248 7914. Le nombre d'emplois créés est assez appréciable mais pas encore suffisant pour constituer un véritable gisement espéré pour résorber le chômage, qui prend des proportions importantes. Le taux de chômage en Algérie à baisser à 9,9% en Avril 2016

Chapitre II : Une vue d'ensemble sur les PME en Algérie et leurs rôle dans le développement économique du pays

contre 11,2% en 2015, avec une population en chômage estimée à 1,198 millions de personnes. Le nombre de la population active a atteint 12,092 millions de personnes contre 11, 932 millions en 2015.

2.1.2. La création de la valeur ajoutée

La valeur ajoutée se mesure par la différence des biens qu'elle vend et ce qu'elle a dû acheter pour produire ses ventes.

En 2016 le taux de croissance du PIB hors hydrocarbures est en décélération avec 2,3% par rapport à 2015. Selon les analystes de l'ONS, la tendance au ralentissement de la croissance hors hydrocarbures a débuté en 2014.

L'activité économique nationale n'a pas enregistré des performances extraordinaire, le secteur agricole, par exemple, à affiché en 2016 une croissance de sa valeur ajoutée de 1,8% par rapport à celle de 2015.

La valeur ajoutée industrielle à été évalué 975,7 milliard de dinars en 2016 contre 904,6 milliard de dinars en 2015, soit une hausse nominale de 7,4%.¹

Des efforts restent à fournir dans un pays où les importations de biens atteignant 42,78 milliards de dollars en 2016 et une baisse de 9,85% par rapport aux résultats de 2015 et où plus de 90% de la croissance sont générées par les hydrocarbures.²

2.1.3. La distribution des revenus

La valeur ajoutée créée par chaque PME/PMI recouvre l'ensemble des rémunérations des services qui ont été rendus au cours du processus de production et au fonctionnement des administrations. La valeur ajoutée servira à :

- Rémunérer les services, forces de travail, capital, moyens financiers (il s'agira alors des salariés, de dividendes ou d'intérêts) ;
- Contribuer au fonctionnement des administrations en particulier en versant des impôts.

¹ « Les chiffres de l'économie algérienne en 2016 selon l'ONS », disponible en ligne sur : www.lesoirdalgerie.com, (consulté le 28/10/2017).

² « Statistiques du commerce extérieur de l'Algérie », centre national de l'information et des statistiques, 2016, disponible en ligne sur : <https://www.commerce.gov.dz>, (consulté le 28/10/2017)

Chapitre II : Une vue d'ensemble sur les PME en Algérie et leurs rôle dans le développement économique du pays

Il est claire donc que l'entreprise quelle que soit sa taille, en créant de la valeur ajoutée et en redistribuant ce surplus sous des formes diverses aux autres agents, remplit un rôle essentiel dans l'activité d'un pays. Il faut aussi préciser que ces fonctions de nature strictement économique ne sont pas les seules que l'on attribue à cette catégorie d'entreprises, de plus en plus, de faite de son importance dans les sociétés modernes, d'autres missions lui sont attribuées : sociale, humaine et culturelle ...¹

2.2. Les PME Algériennes sont les plus fragiles du bassin Méditerranéen

Malgré son rôle important, le secteur des PME est généralement sous-développé au sud et à l'est de la méditerranée. Bien qu'il existe certaines variations entre les pays, plusieurs barrières au développement des PME sont communes. La structure de l'économie est fortement orientée soit vers les entreprises à grandes échelles, soit vers les grandes entreprises d'État, soit vers les grandes entreprises privées des secteurs énergétiques, pétrochimiques, miniers, agroalimentaires, immobiliers ou touristiques. Dans de nombreuses industries les possibilités pour les PME d'entrer sur le marché sont restreintes, ce qui freine l'activité.

Les PME algériennes évoluaient dans un contexte de protection et de faible pression du marché, elles n'ont pas eu à tenir compte de performances et d'efficacité, ceci na pas manqué d'affaiblir la compétitivité des produits algériens à l'échelle international. Cependant les PME algériennes, contrairement à celles de la Tunisie ou du Maroc, ont peu bénéficié des programmes de mise à niveau prévue dans l'accord d'association avec l'Union Européenne. Conçu pour préparer l'entreprise algérienne à faire face à la concurrence avec l'ouverture économique ce fonds est doté d'une enveloppe de 40 millions d'euro. Mais ce programme à touché peu d'entreprises.

La signature d'un accord d'association avec l'union européenne, l'instauration prochaine d'une zone de libre échange euro méditerranéenne et l'adhésion prévisible à l'OMC constituent des défis majeurs pour l'économie algérienne².

¹ MIMOUNI, Yassine : «Le développement des PME et la bonne gouvernance : cas filiale trans-canal/ ouest SPA Unité RELIZENE», Mémoire de Magister, Université Abou-Bakr BELKAÏD-TLEMCEN, 2012, P.P.87-88.

² SMADI, Lakhdar : «compétitivité et mise à niveau des systèmes de production des PME, étude de cas : SARL transprofil frère BENCHADI», Mémoire de Magister, Université Hadj Lakhdar Batna, faculté des sciences de l'ingénieur.

Chapitre II : Une vue d'ensemble sur les PME en Algérie et leurs rôle dans le développement économique du pays

CONCLUSION

De manière générale, on peut considérer que les PME algériennes ont contribuées à réaliser certains objectifs de façon partielle : création d'emplois, répondre aux besoins de certains secteurs, mais elles sont loin d'arriver aux objectifs dit stratégiques, par exemple : maintenir un certain niveau de compétitivité face à la concurrence internationale, assurer des revenus aux balances de payment hors hydrocarbures, ce qui nécessite plus d'effort et de soutien à ce niveau.

Chapitre III :

**Evolution et rôle des PME dans le
développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou.**

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

INTRODUCTION

Après avoir exposé un certain nombre de points théorique concernant les PME, l'objet de ce dernier chapitre est d'interpréter et d'analyser les résultats de l'enquête effectuée sur le terrain, ce qui représentent les derniers aspects à effectuer pour toute recherche.

Dans ce chapitre, nous allons mettre l'accent sur la réalité économique et surtout celle des PME de la wilaya de Tizi-Ouzou et répondre à notre problématique de départ. Pour se faire, nous avons partagé notre travail en deux sections. La première aura pour objet d'exposer la méthodologie de la recherche, la deuxième aura pour la lecture et l'analyse des résultats obtenues par notre enquête.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

Section 01 : Méthodologie de recherche

Dans cette section, nous présentons les choix méthodologiques de notre recherche ainsi que la manière dont elle a été conduite. Notre méthodologie de recherche est constituée principalement d'une étude sur le terrain, elle consiste à présenter le déroulement et les étapes de l'enquête, son champ d'application, l'échantillon de l'étude ainsi que les outils utilisés et les objectifs fixés.

1.1. Le choix de l'échantillon

Notre étude se concentre sur les informations collectées au sein de la direction de l'industrie et des mines au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, ces informations collectées sont présentées sous forme d'un fichier comprenant un listing des entreprises de la wilaya, ainsi que les informations recueillies des différents dispositifs : ANSEJ, ANGEM, CNAC, ANDI. Un échantillon choisi de manière à être représentatif du nombre total de PME dans la wilaya de Tizi-Ouzou, en prenant compte en considération de plusieurs éléments :

- L'ensemble des PME qui ont été créées chaque année ;
- Le nombre des PME par secteur d'activité créés par les dispositifs (ANSEJ, ANGEM, CNAC, ANDI) chaque année ;
- L'emploi créé par secteur d'activité.

1.2. Le champ de l'enquête

Le champ de réalisation de l'enquête est la wilaya de Tizi-Ouzou. Le choix de cette wilaya n'était pas le résultat du hasard, mais plutôt le classement de celle-ci parmi les cinq premières wilayas concernant la création des PME au niveau national.

1.3. Instruments de collecte de données

Durant la réalisation de cette étude, nous avons utilisé deux outils principaux :

1.3.1. La ressource documentaire

Notre partie pratique a été basée sur la recherche documentaire par la consultation des différents bulletins d'information statistique de l'entreprise disponible sur internet, les thèses et mémoires, les revues, les articles et les sites web dans le but de comprendre la logique de notre problématique et les axes fondamentaux de ce thème.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

1.3.2. Les entretiens

L'entretien est considéré comme principale mode de collecte de données primaires dans notre recherche. Selon Thiétart et Coll 2007, « *l'entretien est une technique destinée à collecter, dans la perspective de leur analyse des données discursives reflétant notamment l'univers mentale conscient ou inconscient des individus* »¹

Les entretiens ont été réalisés avec les dirigeants et les responsables des directions suivantes : direction de l'industrie et mines, ANSEJ, ANGEM, CNAC, ANDI et l'office national des statistiques.

1.4. L'objectif de la recherche

Le sujet de la PME et le développement local est un sujet très vaste et contient beaucoup de notions sur lesquelles on peut se baser. L'objectif de notre enquête est d'étudier l'impact des petites et moyennes entreprises créées par les différents dispositifs ANSEJ, ANGEM, CNAC et ANDI sur le développement local.

1.5. Les difficultés rencontrées pendant l'enquête

Il est important de mentionner que pendant la réalisation de notre enquête nous avons rencontrés plusieurs difficultés et obstacles qui freinent la réalisation d'un bon travail. Parmi ces difficultés nous pouvons citer :

-La durée limitée de la réalisation de cette enquête : la contrainte du temps à beaucoup influencé la qualité de notre recherche ;

-La difficulté est même des fois l'impossibilité d'accès à l'information, à titre d'exemple les responsables des deux directions (ANGEM et l'ONS), refusent de nous donner les informations nécessaires soit par le manque d'informations et la confidentialité ou bien par la négligence de leur travail.

1.6. Présentation de la zone d'étude

La wilaya de Tizi-Ouzou est une wilaya côtière, elle se situe dans la région Centre Est de l'Algérie. Le chef-lieu de la wilaya (la ville de Tizi-Ouzou) se trouve à 102 Km à l'est

¹ MERABTI, Amina, «La veille stratégique et le banchmarketing, cas : optimum télécom Algérie Djezzy», mémoire master, école nationale supérieur de management ENSM.KOLEA, 2016, P.10.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

d'Alger, la capitale. Schématiquement, cette région est constituée d'une succession de chaînes de montagnes. La wilaya de Tizi-Ouzou est limitée au sud par la wilaya de Bouira, à l'est par la wilaya de Bejaïa, à l'ouest par la wilaya de Boumerdes, avec une ouverture au nord sur la mer méditerranéenne sur 70 kilomètres de côtes. De plus, la wilaya de Tizi-Ouzou s'étend sur une superficie de 2.957,94 km², soit 0,13% du territoire national dont 80% en reliefs montagneux. La wilaya de Tizi-Ouzou, est organisée en 67 communes dont 42 sont des communes rurales et 25 sont des communes urbaines et 21 daïras.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

Section 02 : L'évolution de la PME dans la wilaya de Tizi-Ouzou et son impact sur le développement local

Créatrice de richesses et d'emplois, les petites et moyennes entreprises jouent un rôle fondamental dans le processus de développement du pays.

En effet, flexibles grâce à leur petites structures qui leur permettent de s'adapter aux pressions multiformes d'environnement économique, les PME ont démontré leur aptitude à assurer une intégration économique et le développement des régions.

2.1. L'évolution de la PME dans la wilaya de Tizi-Ouzou

Dans le but de traiter la situation actuelle des PME dans la wilaya de Tizi-Ouzou, nous avons essayé de mettre l'accent sur le développement et l'évolution de ces PME sur la période 2012-2016 ainsi que la part de chacun des dispositifs ANSEJ, ANGEM, CNAC et ANDI dans leur création et leur promotion.

2.1.1. L'évolution du nombre des PME privées pendant la période 2012-2016

A partir des années 1990, à la faveur des récentes et profondes réformes dans l'objectif de la libéralisation et l'ouverture de l'économie, le secteur privé se développe progressivement dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

Tableau N°04 : évolution du nombre des PME privées sur la période (2012-2016)

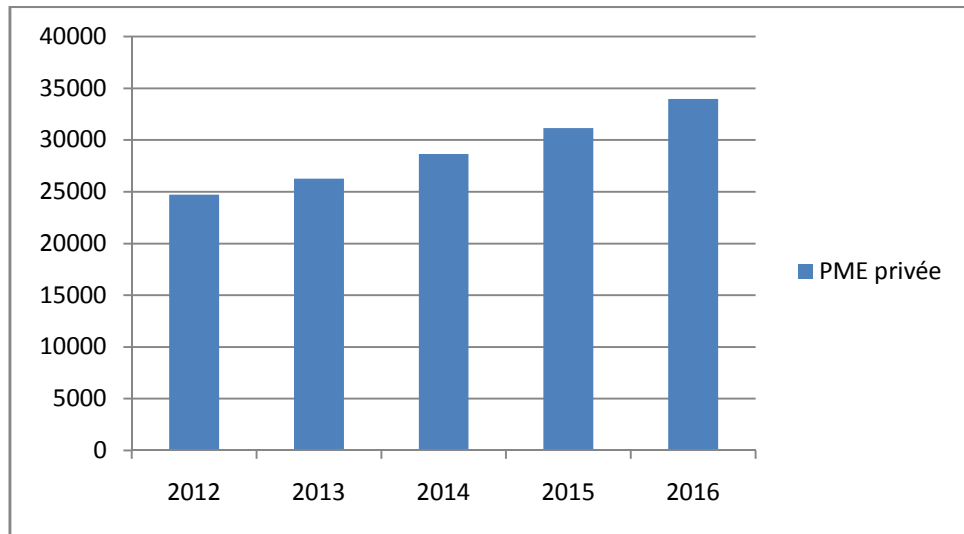
Année	2012	2013	2014	2015	2016
PME privée	24725	26267	28640	31151	33981

Source : direction de l'industrie et mines de Tizi-Ouzou

A la lecture de tableau n°04, nous constatons une croissance significative et soutenue du nombre de PME privées dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Le nombre total de ces derniers est passé de 24 725 en 2012 à 33 981 en 2016, soit une évolution de 9256 PME sur la durée de 4 ans. On remarque une augmentation importante notamment durant les deux dernières années.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

Graphique n°03: L'évolution du nombre des PME sur la période (2012-2016)



Source : établie par nous même à partir des données du tableau n°04

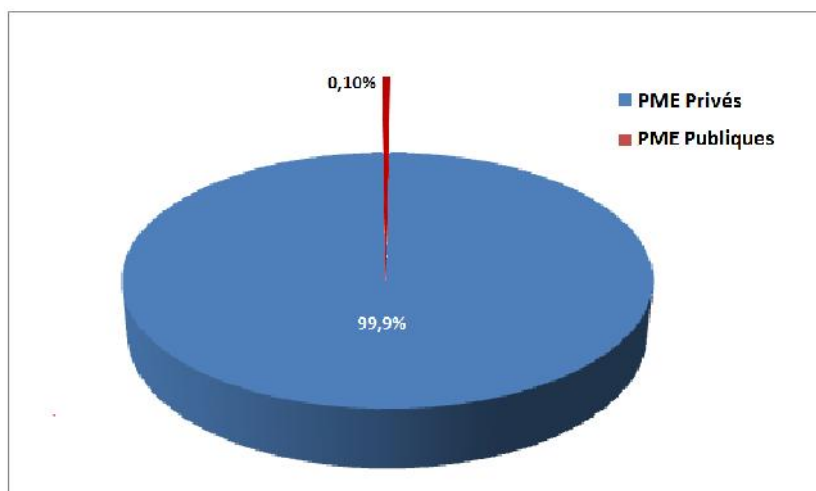
2.1.2. La répartition des PME/PMI selon leur statu juridique

Tableau n°05 : répartition des PME/PMI selon leur statu juridique en 2016

Nature des PME	Nombre des PME	%
PME publiques	29	0,10
PME privées	33981	99,90
Total	34010	100

Source : Établi par nous même à partir des résultats de notre enquête

Graphique n°04 : répartition des PME/PMI selon leur statu juridique en 2016



Source : établie par nous-mêmes à partir des données du tableau n°05

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

Ces statistiques mettent en évidence la prédominance du secteur privé, soit 99,90% du total des PME locales. Les PME publiques on ne dénombre que 29 entreprises, soit 0,10% de l'ensemble de la wilaya et cela est dû au processus de la privatisation des entreprises publiques engagé dans le cadre de la restructuration et de la réorganisation du secteur public.

2.1.3. Concentration des PME dans les Cinq premières wilayas en Algérie

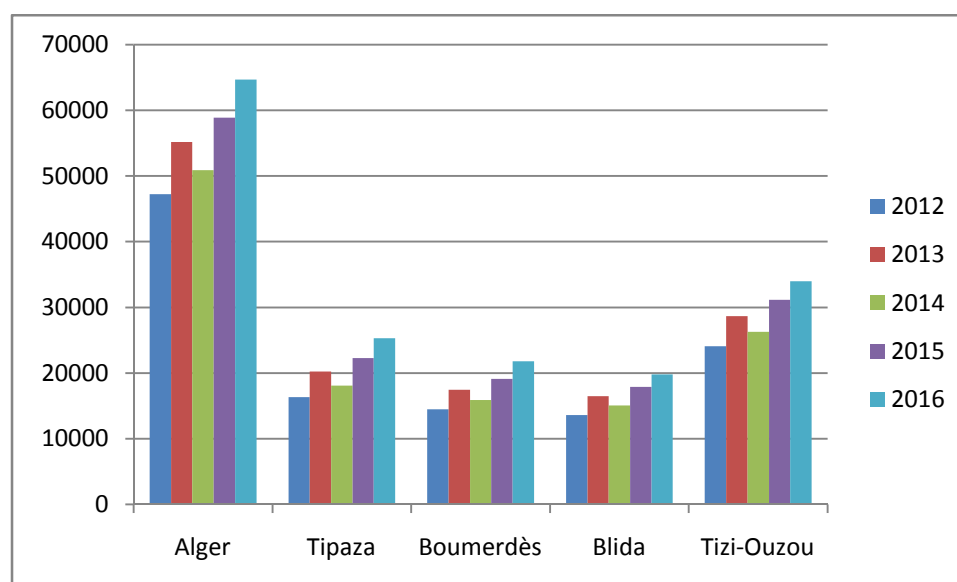
Tableau n°06 : Évolution des PME dans les cinq premières wilayas entre 2012-2016

wilayas	2012	2013	2014	2015	2016
Alger	47253	55176	50887	58864	64683
Tipaza	16350	20210	18109	22280	25307
Boumerdès	14463	17450	15891	19089	21783
Blida	13620	16477	15050	17869	19811
Tizi-Ouzou	24068	28640	26276	31151	33981

Source : établi par nous même à partir des bulletins des statiques

Pour bien constater l'évolution de la concentration des PME dans les cinq wilayas nous avons les données du tableau ci-dessus sur le graphique suivant :

Graphique n°05 : Évolution des PME dans les cinq premières wilayas sur la période (2012-2016)



Source : établi par nous-mêmes à partir des données du tableau n°06

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

On remarque que la wilaya de Tizi-Ouzou est présente fortement concernant l'évolution des PME, cette dernière se trouve en deuxième position après la wilaya d'Alger, cette wilaya attire de plus en plus de jeunes promoteurs et aussi elle se dispose d'infrastructures plus que les autres wilayas.

2.2. Les dispositifs d'appui à la création d'emploi et d'investissement

Notre étude consiste à présenter les quatre dispositifs publics d'aides et d'incitation à l'investissement : ANSEJ, ANGEM, CNAC, ANDI. Leur importance dans l'encouragement des investissements privés et les avantages fiscaux accordés aux activités exercées par les jeunes promoteurs d'investissements éligibles de ces organismes d'appui aux PME constituent un moteur de développement économique.

2.2.1. L'agence Nationale pour le Soutien à l'emploi des Jeunes (ANSEJ)

2.2.1.1. Présentation de l'ANSEJ

Ce dispositif créé en 1997 qui permet aux jeunes chômeurs (19 à 35 ans) de créer leur propre petite entreprise, généralement micro entreprise, dont le coût total ne dépasse pas 10 millions de dinars. L'ANSEJ est considéré comme le plus important dispositif de lutte contre le chômage, avec la création de 1 308 954 emplois permanant en 2016. Soit un total de 364 445 projets financé¹.

Selon l'article 16² : (Modifié par l'article 60 de la loi n°03-22 du 4 Dhou EL Kaada 1424 correspondant au 28 décembre 2003 portant la loi de finance pour 2004)

Il ouvert dans les écritures du trésor, un compte d'affectation spéciale n°302-067 intitulé «Fond national de soutien à l'emploi des jeunes».

Ce compte retrace :

En recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- les produits des taxes spécifiques instituées par les lois de finances ;
- une partie du solde du compte d'affectation spéciale n°302-049 intitulé «Fond national pour la promotion de l'emploi» à sa clôture ;

¹ Bulletin d'information statistique, n°29, Op.cit, P.29.

² Journal officiel de la république algérienne correspondant au 28 décembre 2003.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

- le produit des remboursements de prêt non rémunérés consentis aux jeunes promoteurs ;
- toutes autres ressources ou contributions.

En dépenses :

- l'octroi de prêts non rémunérés consentis aux jeunes promoteurs pour la mise en œuvre de la micro-entreprise ;
- la bonification des taux d'intérêts des crédits accordés aux jeunes promoteurs ;
- la prime accordée à titre exceptionnel aux projets présentant une particularité technologique appréciable ;
- la prise en charge des études, expertises et actions de formation réalisées ou sollicitées par l'ANSEJ ;
- l'octroi de garanties à délivrer aux banques ou aux établissements financiers ;
- les frais de gestion liés à la mise en œuvre des programmes, aides et actions susvisés.

2.2.1.2. Avantages fiscaux accordés par le dispositif

a) un prêt non rémunéré :

- 28% du cout global de l'investissement lorsque celui-ci est inférieur à 5 000 000 DA ;
- 29% du cout global de l'investissement lorsque celui-ci est supérieur à 5 000 000 DA et égale ou inférieur à 10 000 000 DA.

b) une bonification des taux d'intérêts pour les crédits bancaires obtenus (60%, 80% et 95% du taux débiteur appliqué par les banques selon la nature et l'implantation du projet).

Ces bonifications sont payées à partir du fond national de soutien à l'emploi des jeunes (compte d'affectation spéciale n°302-067).

2.2.1.3. L'évolution du nombre des PME créées par l'ANSEJ sur la période (2012-2016)

Les données qu'on a collectées auprès de l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes sont résumées dans les tableaux suivant :

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

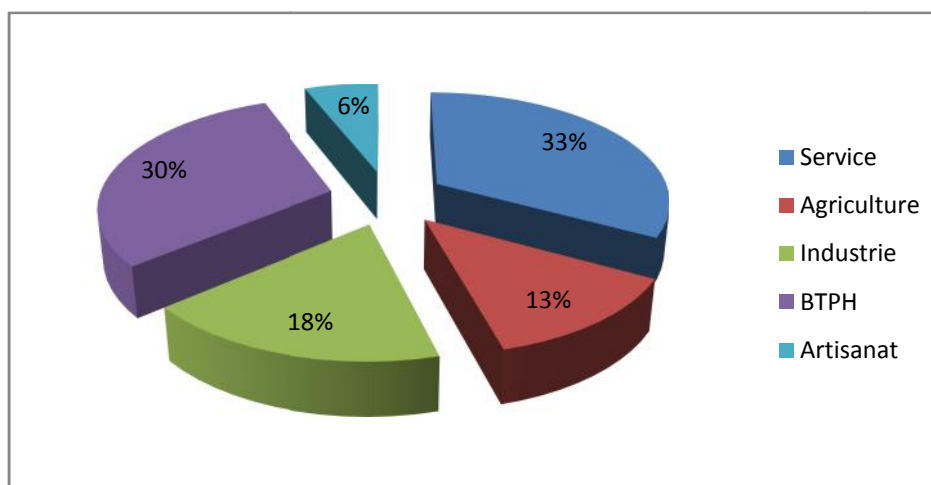
Tableau n°07 : le nombre des entreprises créées par le dispositif ANSEJ et leur répartition sectorielle sur la période 2012-2016

Secteurs	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Services	615	849	628	475	186	2753
Agriculture	197	334	233	238	71	1073
Industrie	399	413	333	267	90	1502
BTPH	666	687	589	444	134	2520
Artisanat	126	200	96	57	21	500
Total	2003	2483	1879	1481	502	8348

Source : établi par les données de l'ANSEJ de T.O

À partir des données du tableau ci-dessus, nous avons tracé ce graphique ci-après qui illustre clairement l'évolution du nombre des PME créées par l'ANSEJ sur la période d'analyse.

Graphique n°06 : la répartition sectorielle des PME créées par le dispositif ANSEJ sur la période (2012-2016)



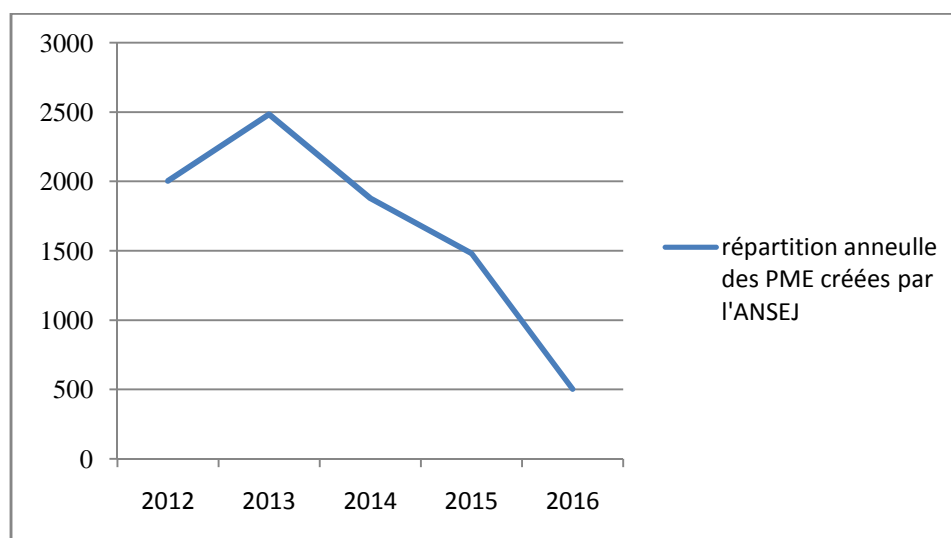
Source : établi à partir des données du tableau n°07

Parmi l'ensemble des PME créées, 63% sont des entreprises de services et de BTP. Les entreprises industrielles ne représentent que 18% du total, suivies par celle agricoles à hauteur de 13% et enfin artisanales avec un pourcentage de 6%. Cette structure montre clairement que l'investissement privé promu par l'ANSEJ s'oriente vers des activités peu ouvertes à la concurrence étrangères. Pour accroître notre production, atténuer la fragilité de notre système économique construit sur la seule performance du secteur des hydrocarbures et

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

notre forte dépendance aux importations, la relance de l'investissement productif est la condition sine qua non du développement.

Graphique n°07 : La répartition annuelle des PME créées par le dispositif ANSEJ sur la période (2012-2016)



Source : établi par nous-mêmes à partir des données du tableau n°07

on constate que le nombre des PME créées par ANSEJ à diminuer à partir de l'année 2014 qui est passée de 1879 entreprises à 502 entreprises en 2016.

2.2.1.4. Évolution de la création des emplois créés par l'ANSEJ (2012-2016)

Tableau n°08 : évolution de la création sectorielle des emplois par l'ANSEJ sur la période (2012-2016)

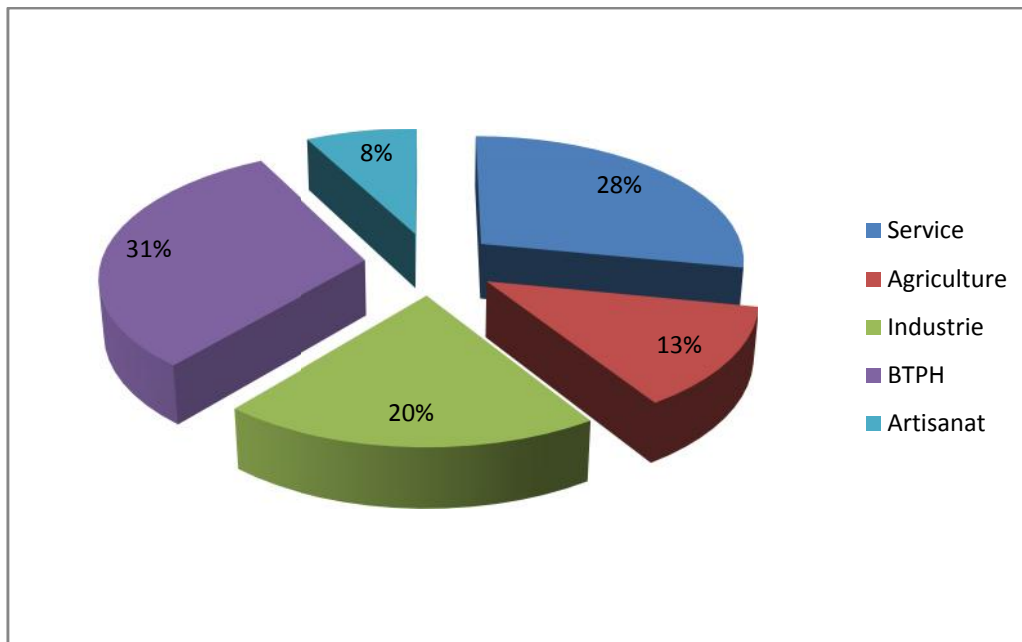
Secteur	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Services	1278	1838	1393	1238	469	6216
Agriculture	436	823	737	667	181	2844
Industrie	1122	1259	1014	804	251	4450
BTPH	1729	1900	1617	1268	386	6900
Artisanat	355	891	258	161	55	1720
Total	4920	6711	5019	4138	1342	22130

Source : établi par nous- mêmes par les données de l'ANSEJ de T.O

La projection des données du tableau précédent sur une représentation graphique nous permet de les mieux interpréter.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

Graphique n°08 : la répartition sectorielle des emplois crée par le dispositif ANSEJ sur la période (2012-2016)



Source : établi par nous-mêmes à partir des données du tableau n°08

Nous constatant que les deux secteurs BTPH et celui des services représentent la part la plus dominante dans la création des emplois avec un pourcentage de 59% du total des emplois créés par l'ANSEJ sur la période d'analyse qui s'étale sur 5 ans. Sur cette même période le secteur de l'industrie à contribuer à hauteur de 20% dans la création d'emploi, suivi par le secteur de l'agriculture et de l'artisanat avec 13% et 8% respectivement.

2.2.2. L'Agence Nationale de Gestion du Micro Crédit (ANGEM)

2.2.2.1. Présentation de l'ANGEM

Ce dispositif est crée en 2004, s'adresse aux personnes investisseurs âgés de 18 ans et plus sans revenus ou à petits revenus instables, avec un coût total du projet qui varie entre 50 000DA et 400 000DA au maximum. Le micro crédit est caractérisé par un petit nombre des unités créées. Les entreprises créées achètent leurs équipements avec des petits crédits auprès des banques, remboursables dans une période qui varie entre 1 an et 5 ans. Selon ce dispositif, l'emploi crée s'élève à 1 154 472 en 2016.¹

¹Bulletin d'information statistique, n°29, Op.cit, P.31.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

Selon l'article 01¹. En application des dispositions de l'article 24 de l'ordonnance n°05-05 du 18 Joumada thania 1426 correspondant au 25 juillet 2005 portant loi de finance complémentaire pour 2005. Le présent décret a pour objet de fixer les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-117 intitulé «Fond national de soutien au microcrédit».

Article.3. Ce compte retrace :

En recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- le produit des taxes spécifiques institué par les lois de finance ;
- le solde du compte de dépôt du trésor public ouvert à l'indicatif dans l'ANGEM en application de l'article 28 de décret exécutif n°04-14 correspondant au 28 janvier 2004 ;
- le produit des remboursements de prêt non rémunérés consentis aux citoyens éligible au microcrédit ;
- toutes autres ressources ou contributions.

En dépenses :

- l'octroi des prêts non rémunérés consentis aux citoyens éligibles au microcrédit lorsque le cout du projet est supérieure à cent mille de dinars (100.000 DA), destinés à compléter le niveau des apports personnels requis pour être éligible au crédit bancaire, sachant que le montant des investissements ne serais dépasser 400.000 DA ;
- l'octroi des prêts non rémunérés au titre de l'acquisition de matière première dont le cout ne serais dépasser 30.000 DA ;
- la bonification des taux d'intérêts des crédits bancaires obtenus par les citoyens éligible au dispositif du micro crédit ;
- les frais de gestion liés à la mise en œuvre des programmes et action susvisés.

2.2.2.2. Avantages fiscaux accordés par le dispositif

- Le crédit bancaire est accordé avec un taux d'intérêt réduit à la charge du bénéficiaire (de 10 et 20% du taux d'intérêt commercial, selon le cas). La différence avec le taux d'intérêt commercial est prise en charge par le trésor public ;

- Un prêt non rémunéré, équivalent à 25% du cout global du projet peut être accordé si ce dernier est entre 100 000 DA et 400 000 DA. Ce taux peut être porté à 27% du coût d'activité :

¹Journal officiel de la république algérienne n°72, 02 novembre 2005.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

- Si le promoteur est détenteur d'un diplôme ou d'un titre équivalent reconnu ;
- Si l'activité est implantée dans une zone spécifique au niveau du sud ou du haut plateau ;
- Pour l'achat de matière première (fond de roulement) le PNR est fixé à 90% du cout global du projet qui ne saurait dépasser les 30 000 DA.

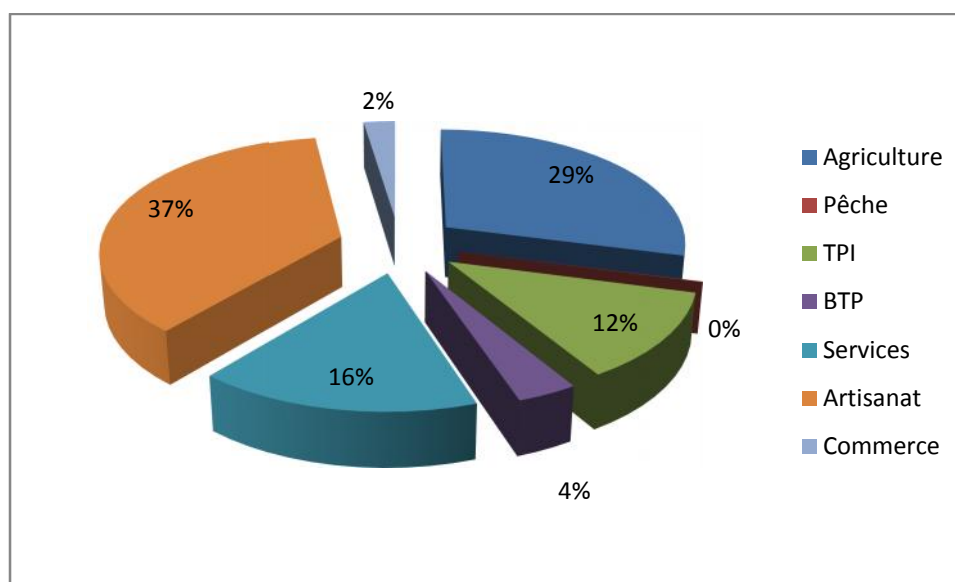
2.2.2.3. Évolution du nombre des PME créées par le dispositif ANGEM sur la période (2012-2016)

Tableau n°09 : la répartition des entreprises créées par le dispositif ANGEM pour la période (2012-2016)

secteurs	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Agriculture	2563	921	449	390	146	4469
Pêche	0	0	4	4	0	8
TPI	353	971	235	185	129	1873
BTP	172	121	102	89	58	542
Services	688	689	609	324	198	2508
Artisanat	3217	672	650	851	227	5617
Commerce	35	52	139	89	57	370
Total	7028	3372	2188	1932	813	15387

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'ANGEM

Graphique n°09 : la répartition sectorielle des entreprises créées par le dispositif ANGEM sur la période (2012-2016)



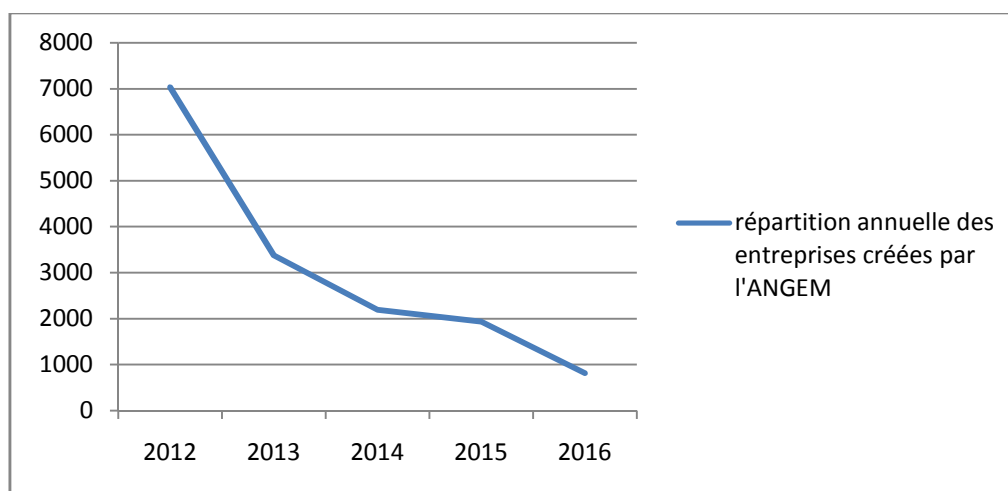
Source : établi par nous-mêmes a partir des données du tableau n°09

On constate qu'une grande part des PME créées par le dispositif ANGEM active dans la branche de l'artisanat, soit 37% du total sur la période d'analyse, or nos produits artisanaux

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

ne sont pas très variés et sont moins compétitifs par rapport à la concurrence étrangère. Le secteur de l'agriculture et des services occupent la seconde place avec 4469 et 2508 entreprises, ce qui présente 45% du total des deux secteurs. Ensuite on trouve le secteur de TPI qui représente 12% de la totalité des PME avec un nombre des PME estimé par 1873. En dernier, on trouve les deux secteurs BTP et commerce avec un taux de 4%, 2% respectivement.

Graphique n°10 : la répartition annuelle des entreprises créées par le dispositif ANGEM sur la période (2012-2016)



Source : établi par nous- mêmes à partir du tableau n°09

On constate que : à partir de l'année 2013 jusqu'à 2016 il y a une diminution du nombre des entreprises financées par le dispositif ANGEM, le nombre des PME est passé de 7028 entreprises en 2012 jusqu'à 813 entreprises en 2016, cela revient au changement du montant de financement des micros entreprises, il est passé de 40 000DA à 100 000DA. Cela a provoqué une augmentation des dossiers déposés pour l'octroi de crédit, dont 9399 dossiers déposés alors qu'ils ont financé que 5161 projets.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

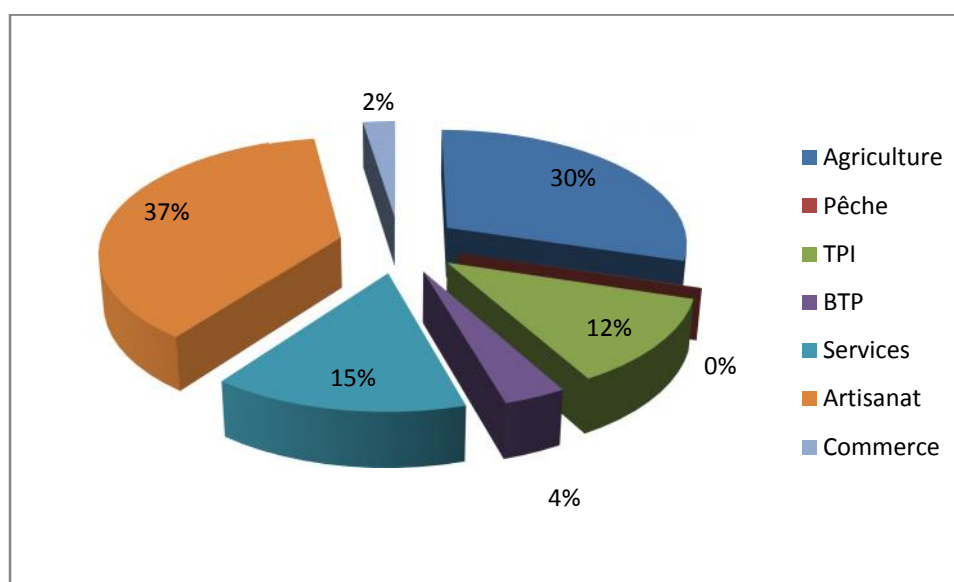
2.2.2.4. Évolution de la création des emplois créés par l'ANGEM (2012-2016)

Tableau n°10 : La répartition sectorielle des emplois créés par le dispositif ANGEM

Secteur	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Agriculture	2563	921	449	390	146	4469
Pêche	0	0	4	4	0	8
TPI	353	917	235	185	129	1819
BTP	172	121	102	89	58	542
Services	688	689	609	324	198	2208
Artisanat	3217	672	650	851	227	5617
Commerce	35	52	139	89	55	370
total	7028	3372	2188	1932	813	15333

Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'ANGEM

Graphique n°11 : la répartition sectorielle des emplois générés par l'ANGEM sur la période (2012-2016)



Source : établi par nous-mêmes à partir des données du tableau n°10

On constate que le secteur artisanat est le secteur qui dispose plus d'emploi par rapport aux autres secteurs avec un taux de 37%, suivi du secteur agriculture avec une part de 30% puis les secteurs services, TPI, BTP, commerce avec les taux : 15%, 12%, 4% et 2% respectivement.

D'après notre enquête on a remarqué que la participation féminine est fortement présente dans ce dispositif avec un nombre de 9693 activités financées contre 5640 activités financées pour les hommes. Parce que les femmes préfèrent les petites sommes pour la

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

réalisation de leurs petits projets, que de risqué d'investir dans les grandes sommes. Contrairement aux hommes qui préfèrent d'aller loin et d'investir dans des grands projets.

2.2.3. La Caisse Nationale d'Allocation Chômage (CNAC)

2.2.3.1. Présentation de la CNAC

Ce dispositif a pour objectif de soutenir la création d'activités par les jeunes chômeurs âgés de 30 à 50 ans, pour le seuil de l'investissement, il est fixé à 10 millions de dinars.

Selon le décret exécutif n°04-03 du 10 Dhou EL Kaada 1424 correspondant au 03 janvier 2004 portant création et fixant les statu de caution mutuelle de garantie des risques crédits des investissements chômeurs promoteurs âgés de 35 ans à 50 ans¹.

Cet organisme d'appui a créé 280 526 emplois en 2016, soit un total de 135 373 des projets financé².

Article.11. Les ressources du fond sont constitués par :

- a) Une dotation initiale en fond propre constitué de :
 - l'apport du trésor public ;
 - l'apport en capital des banques et établissement financier adhérent ;
 - l'apport en capital de la CNAC ;
- b) Les cotisations ou primes versées au fonds par :
 - les adhérents emprunteurs bénéficières des prêts relatifs à la création de l'activité ;
 - les banques et établissements financiers adhérents.
- c) Les produits des placements financiers des fonds propre et cotisations ou prime perçue.
- d) Les dons, legs et subventions consentis au fond ;
- e) Des dotations complémentaires en fonds propre, en tant que besoin, provenant des participants au capital initial et de nouvelles banques ou établissements financiers adhérents

¹ Journal officiel de la république algérienne n°03, 11 janvier 2004, P.P 9.10.

² Bulletin d'information statistique, Op.cit. P.30.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

2.2.3.2. Avantages fiscaux accordés par le dispositif

- La bonification des taux d'intérêts pour les prêts bancaires ;
- La réduction des droits de douanes ;
- L'exonération fiscale et parafiscale ;
- Le bénéfice d'un prêt non rémunéré (sans intérêts) de la part de la CNAC¹

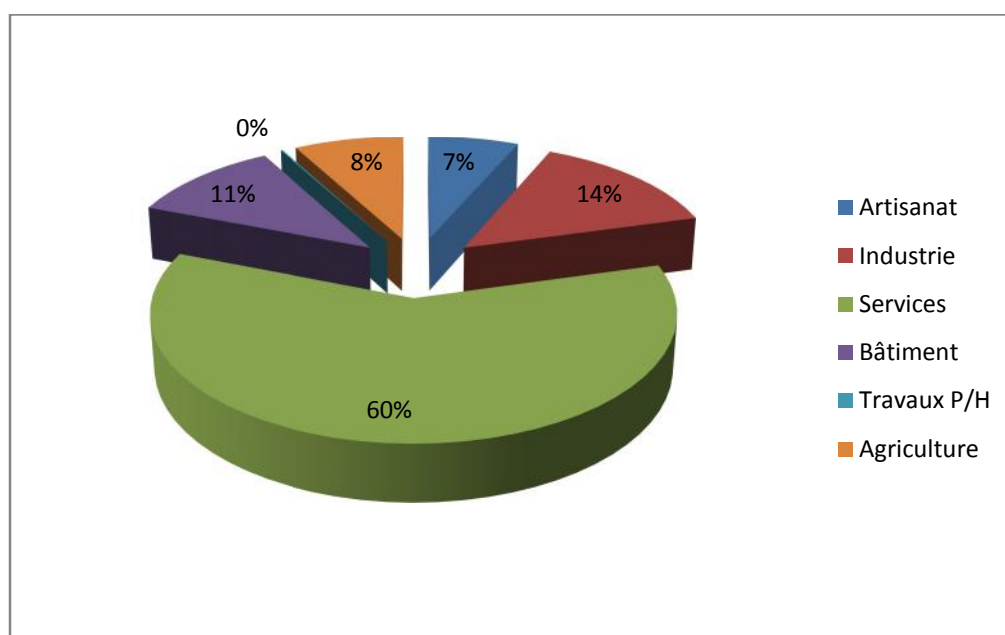
2.2.3.3.Évolution du nombre des PME créées par la CNAC sur la période (2012-2016)

Tableau n°11 : la répartition sectorielle des entreprises créées par le dispositif CNAC pour la période (2012-2016)

secteur	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Artisanat	39	55	107	157	99	457
Industrie	181	247	305	175	79	987
Services	126	1535	976	319	129	4185
Bâtiment	171	166	241	127	67	772
Travaux P/H	1	0	4	2	2	9
Agriculture	76	107	136	124	110	553
Total	1694	2110	1769	904	486	6963

Source : CNAC de T.O

Graphique n°12 : répartition sectorielle des entreprises créées par le dispositif CNAC sur la période (2012-2016)



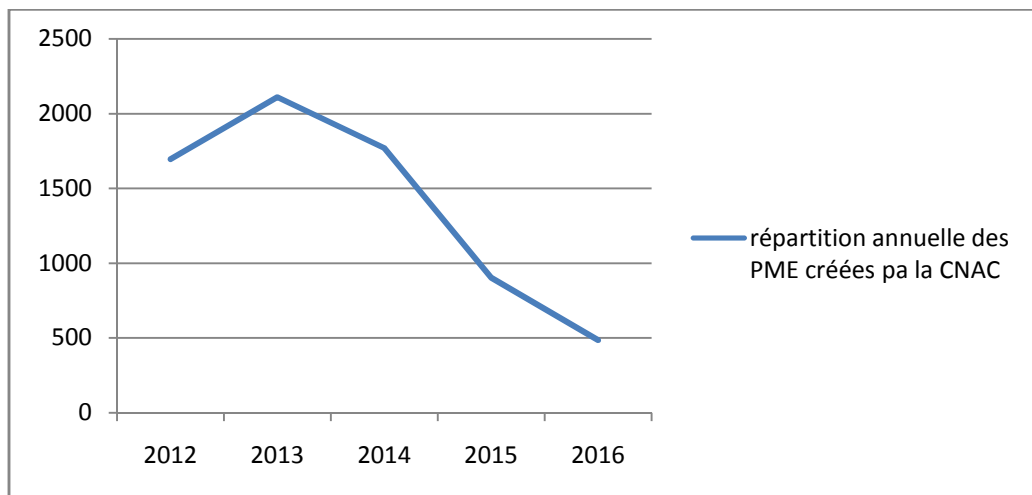
Source : établi par nous-mêmes à partir des données du tableau n°11

¹ <http://www.cnac.dz/>.consulté le 12/11/2017.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

On constate que le secteur des services prend la part du lion dans les créations des entreprises pour la CNAC pour un pourcentage du 60% du total des entreprises créées, suivie par le secteur de l'industrie, BTPH, agriculture, enfin l'artisanat avec les pourcentages suivant : 14%, 11%, 8%, 7% respectivement.

Graphique n°13 : la répartition annuelle des PME créées dans le cadre du dispositif CNAC sur la période (2012-2016)



Source : établi par nous mêmes à partir des données du tableau n°11

On constate qu'il y a une importante augmentation du nombre des entreprises financées par le dispositif CNAC entre 2012 et 2013, cela revient aux nouvelles mesures prises par les pouvoirs publics afin que ce dispositif s'adapte au mieux à l'environnement de création d'entreprises et la réduction du chômage de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Ces mesures sont les suivantes : l'augmentation du niveau d'investissement de 5 000 000 DA à 10 000 000 DA ainsi que la modification de la catégorie de l'âge qui a accès à ce dispositif 30 à 50 ans au lieu de 35 à 50 ans, la réduction de la durée de l'inscription à l'ANEM, 1 mois au lieu de six ans.

A partir de l'année 2014 on remarque une diminution remarquable du nombre des PME financées par ce dispositif et cela est du aux nouvelles mesures prises par le dispositif CNAC, qui consiste à geler quelques activités qui sont saturées.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

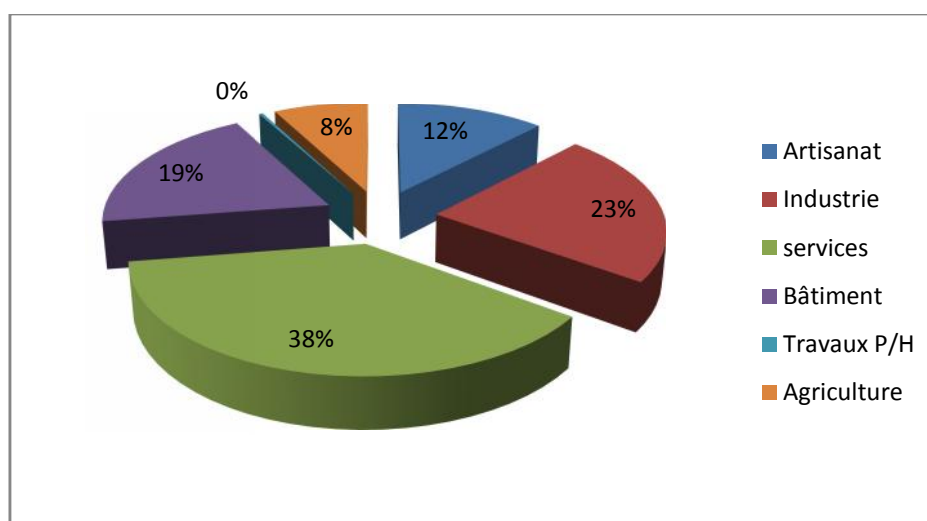
2.2.3.4. Évolution des emplois crée par la CNAC sur la période (2012-2016)

Tableau n°12 : la répartition sectorielle du nombre d'emploi crée par le dispositif CNAC sur la période (2012-2016)

secteur	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Artisanat	144	204	410	606	326	1690
Industrie	593	728	980	623	242	3166
services	1537	1738	1253	433	262	5223
Bâtiment	586	530	857	468	250	2691
Travaux P/H	4	0	18	10	11	43
Agriculture	136	187	288	243	219	1073
Total	3000	3387	3806	2383	1310	13886

Source : CNAC de T.O

Graphique n°14 : répartition sectorielle du nombre d'emploi créé par le dispositif CNAC sur la période (2012-2016)



Source : établi par nous- même à partir des données du tableau n°12

On constate que le secteur de services et de l'industrie viennent en première position concernant la création d'emplois avec un pourcentage de 38% et 23% respectivement, suivie par les secteurs bâtiment, artisanat, agriculture avec les pourcentages suivant : 19%, 12%, 8% respectivement.

2.2.4. Dispositif d'appui à l'investissement (ANDI)

2.2.4.1. Présentation du dispositif

L'ANDI est créée en 2001, elle est chargée de la promotion, le développement et le continuation des investissements en Algérie, d'accueillir, conseiller et d'accompagner les

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

investisseurs nationaux et étranger, de faciliter toute procédure administrative pour la création des entreprises, garantir des avantages d'exonération des droits et taxes et assurer un service d'observation, de statistiques et d'écoute portant sur l'état d'avancement des projets enregistrés.

Cet organisme d'appui a créé 81 004 postes d'emploi en 2016. Soit un total de 3653 des projets d'investissement déclarés en 2016. Cependant il est important de signaler que plus de 35,26% concernent le secteur de l'industrie. Avec 1288 projets, suivi par le secteur de transport avec un taux de 27,13% soit 991 projets.¹

2.2.4.2. Les avantages fiscaux accordés par le dispositif ANDI

a) au titre de la réalisation

-Exonération de droit douane pour les biens non exclus, importés et entrant directement dans la réalisation de l'investissement ;

-Franchise de TVA pour les biens et services non exclus, importés ou acquis localement entrant directement dans la réalisation de l'investissement ;

-Exemption de droit de mutation à titre onéreux pour toutes les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre de l'investissement concerné.

b) au titre de l'exploitation

Les avantages cités ci-dessous sont octroyés pour une durée de 3 ans après constat d'entrée en activité établi par les services fiscaux à la diligence de l'investisseur :

-Exonération de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) ;

-Exonération de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP).

Cette durée peut être portée à 05 ans pour les investissements créant plus de 100 emplois au moment du démarrage de l'activité.

¹ Bulletin d'information statistique, n°29, édition novembre 2016, p.19 Disponible en ligne sur : www.mdipi.gov.dz

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

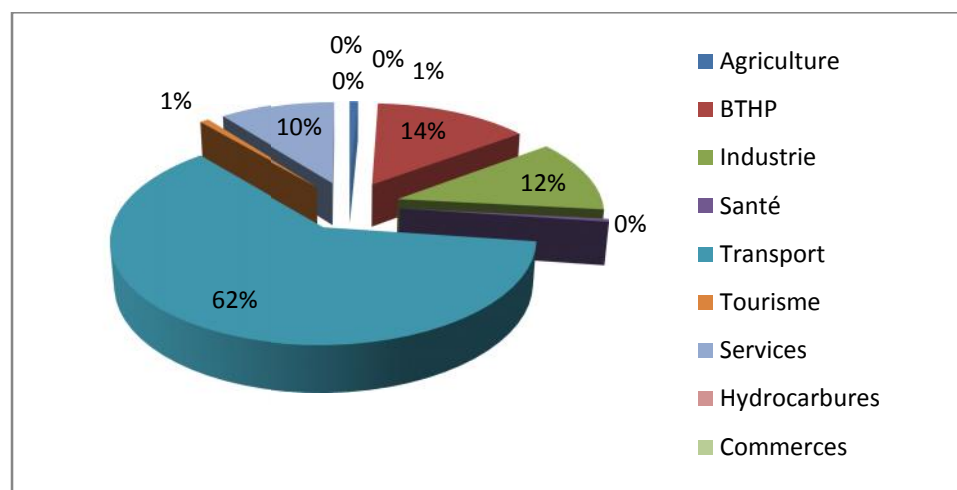
2.2.4.3. Évolution du nombre des projets déclarés par l'ANDI sur la période (2012-2016)

Tableau n°13 : la répartition des projets déclarés par l'ANDI sur la période (2012-2016)

Secteur	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Agriculture	3	8	6	5	3	25
BTHP	100	123	103	81	55	462
Industrie	51	88	86	84	82	391
Santé	3	3	3	4	2	15
Transport	678	594	320	255	176	2023
Tourisme	2	3	5	7	10	27
Services	83	88	68	56	50	345
Hydrocarbures	0	0	0	0	0	0
Commerces	0	0	0	0	0	0
Télécommunications	0	0	0	0	0	0
total	920	907	591	492	378	3288

Source l'ANDI de T.O

Graphique n°15 : la répartition sectorielle des projets déclarés sur la période (2012-2016)

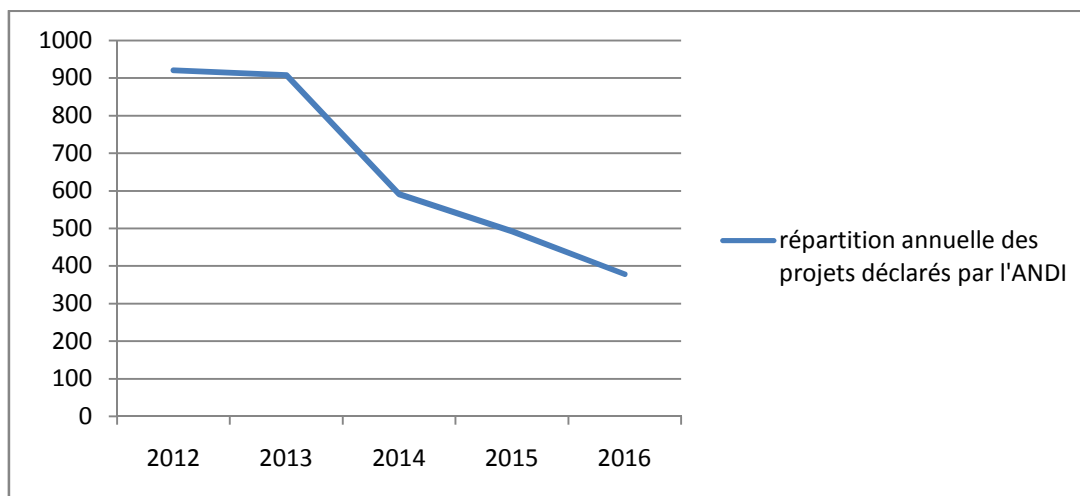


Source : établi par nous-mêmes à partir des données du tableau n°13.

On remarque que le secteur de l'agriculture, santé et tourisme n'ont pas acquis une bonne part, sachant qu'ils sont très importants pour le développement territorial et sachant bien que le territoire de Tizi-Ouzou dispose des ressources en or permettant le développement surtout le secteur de tourisme.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

Graphique n°16 : la répartition annuelle des projets déclarés sur la période (2012-2016)



Source : établi par nous- mêmes à partir des données de tableau n°13.

On remarque une augmentation proportionnelle de 2012 jusqu'à 2013, où le nombre des projets déclarés avait atteint le sommet, avec 907 projets. Tandis que de l'année 2014 jusqu'à 2016 un recul se fait remarqué suite à la crise financière que connaît le pays.

2.2.4.4. Évolution du nombre des emplois créés par l'ANDI sur la période (2012-2016)

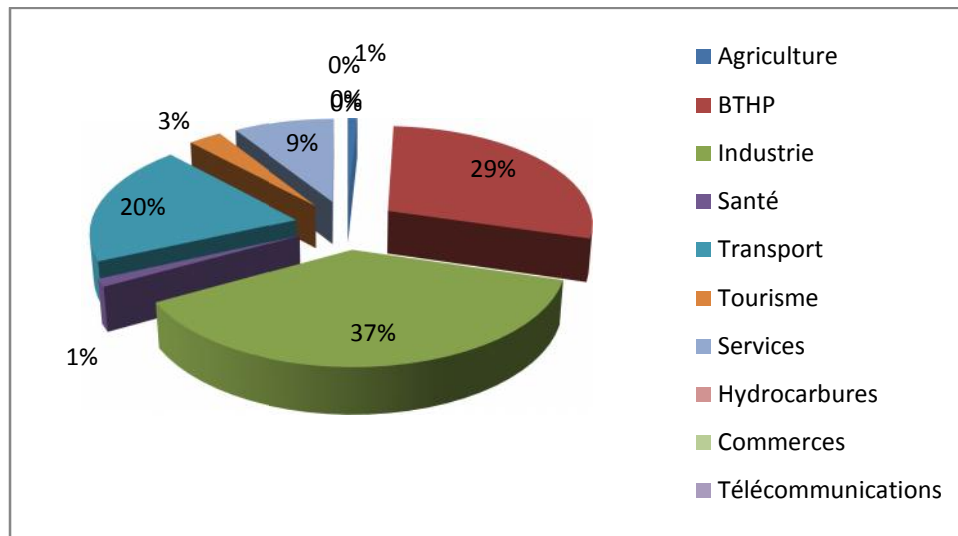
Tableau n°14 : la répartition de l'emploi créé par le secteur d'activité (ANDI)

Secteur	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Agriculture	4	48	40	38	58	188
BTHP	1628	2167	956	781	757	6284
Industrie	880	1923	1820	1799	1762	8184
Santé	18	27	54	62	113	274
Transport	1226	1062	890	622	522	4322
Tourisme	45	23	115	201	273	657
Services	370	466	417	399	322	1974
Hydrocarbures	0	0	0	0	0	0
Commerces	0	0	0	0	0	0
Télécommunications	0	0	0	0	0	0
Total	4171	5716	4292	3902	3815	16 756

Source : ANDI de T.O

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

Graphique n°17 : la répartition sectorielle des emplois crée par le dispositif ANDI sur la période (2012-2016)



Source : établi par nous- mêmes à partir des données du tableau n°14

On remarque que seulement les deux secteurs tourisme et santé ont connus une augmentation des emplois créés durant les cinq ans, le secteur tourisme à enregistré 47 emplois en 2012 et 273 en 2016, le secteur de santé à enregistré 18 emplois en 2012 et 113 en 2016. La diminution des projets déclarés à partir de l'année 2014 dans quelques secteurs à engendré une diminution remarquable dans le nombre d'emplois déclaré. Les secteurs concernés par cette diminution sont comme suit : BTPH, industrie, services, transport.

Le secteur industrie est classé en première position dans la création d'emplois avec un pourcentage de 37%, suivies par les secteurs BTHP, services, transport, tourisme et agriculture avec les pourcentages suivant : 29%, 20%, 9%, 3%, 1% respectivement.

2.3. Impact des dépenses publiques dans le cadre des aides aux investissements par les dispositifs (ANSEJ, ANGEM, CANAC et ANDI) sur le développement local

Dans une optique keynésienne, une politique de relance par la consommation consiste à distribuer du pouvoir d'achat aux ménages afin qu'ils accroissent leurs dépenses de consommation. Pour satisfaire les demandes supplémentaires, les entreprises vont accroître leur offre en relançant leurs investissements, ce qui va les conduire à augmenter leur production et la demande de travail et donc à embaucher (distribuer des revenus). Cette augmentation de l'activité économique génère une hausse des recettes fiscales qui va partiellement compenser les dépenses publiques. L'Algérie a adopté cette politique depuis le

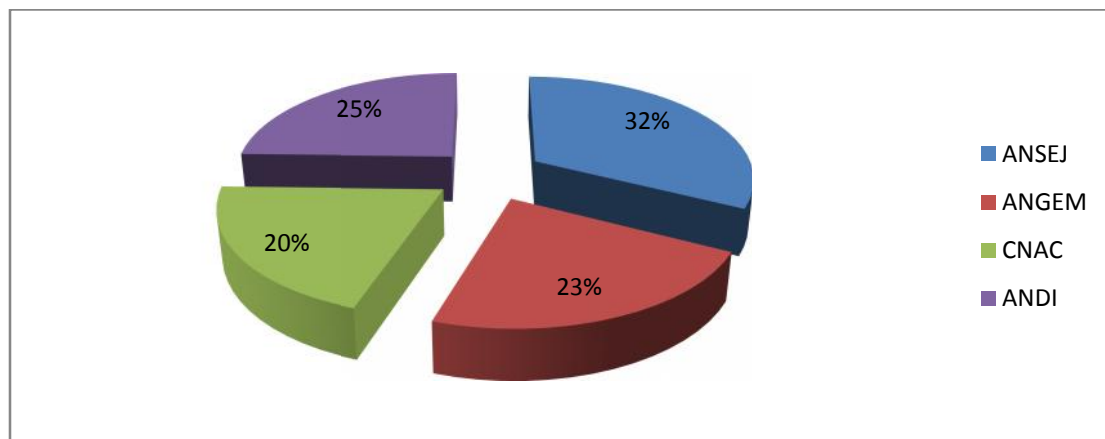
Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

début des années 2000, les salaires progressent et pour répondre à la demande supplémentaire qui en résulte, l'Etat promeut l'investissement notamment par les aides accordées par les différents dispositifs étudiés pour la création des PME. Donc, l'intervention de l'État par ces aides aux investissements, devait, en principe, être un levier pour le développement permettant la diversification de l'économie nationale. Dans ce qui suit nous allons analyser l'impact des PME sur la création de l'emploi et l'évolution du chômage, sur la croissance économique et le développement de l'industrie hors hydrocarbures, et sur l'évolution du niveau des importations.

2.3.1. L'impact des PME sur la création de l'emploi

Le graphique suivant représente une répartition des emplois créés dans la wilaya de Tizi-Ouzou par les PME créées dans le cadre de l'ANSEJ, ANGEM, CNAC et ANDI :

Graphique n°18 : La répartition de l'emploi selon le type de dispositif



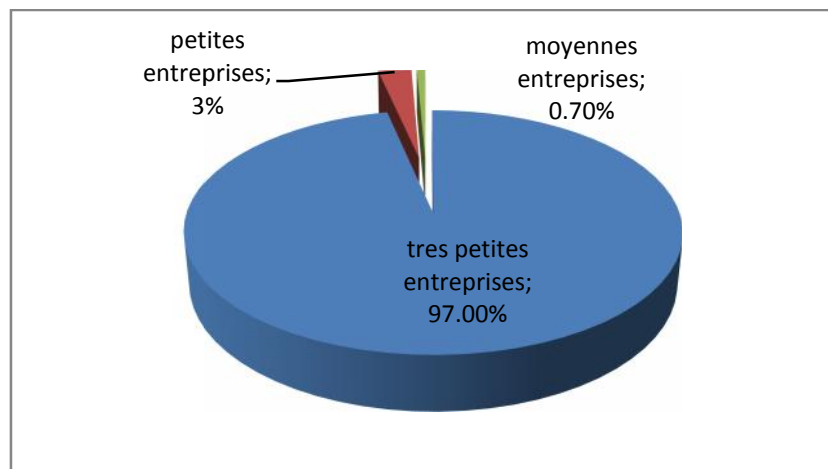
Source : établi par nous-mêmes à partir des résultats de l'enquête

On remarque que le dispositif ANSEJ a créé plus d'emplois pendant les cinq dernières années avec un taux de 32%, soit 22 130 emplois entre 2012 et 2016. Cela revient au montant de crédit accordé aux promoteurs qui est plus important par rapport aux autres dispositifs (de 5 000 000 DA jusqu'à 10 000 000 DA). Pour cela les jeunes promoteurs, préfèrent ce dispositif afin de réaliser leurs projets de valeur et d'aller plus loin. Par la suite vient les trois dispositifs ANDI, ANGEM, CNAC avec les taux suivants : 25%, 23% et 20% respectivement. D'après ces résultats, nous constatons que ces quatre dispositifs ont permis d'assurer une dynamique socio-économique par la création d'emplois.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

Cependant, il est important de noter que parmi toutes les PME existantes sur le territoire national, c'est les très petites, très peu créatrices de l'emploi, qui dominent. Selon les données du ministère de l'énergie et des mines, à la fin du premier semestre 2016, la population globale de la PME est composée de 97% de Très Petite Entreprise TPE (effectif de moins de 10 salariés) qui demeure fortement dominante dans le tissu économique, suivie par la Petite Entreprise (PE) avec 2,57% et la Moyenne Entreprise (ME) avec 0,31%.¹

Graphique N°19 : répartition des PME selon leur typologies (nombre d'employés)



Source : Bulletin d'information Statistique N°29, Ed novembre 2016, Ministère de l'énergie et des mines Algérie.

De plus, à partir de 2014, la wilaya de Tizi-Ouzou, tout comme le reste du territoire national, a connue une baisse d'activité ce qui a engendré la diminution des emplois, selon l'ONS l'évolution de l'emploi pour l'année 2014 est de -17% avec un taux de chômage de 25,60% alors qu'il été de 18% en 2009.

2.3.2. Impact des PME sur la croissance économique

La variation positive de la production de biens et de services sur le long terme est le résultat de la croissance économique, par lequel elle est identifiée. Donc, pour analyser l'impact de la dépense publique dans le cadre de la promotion des investissements des jeunes promoteurs éligibles aux dispositifs d'aide (ANSEJ, ANGEM, CNAC, ANDI) sur la croissance économique, nous devons d'abord analyser l'évolution du taux de croissance économique, ensuite nous devons voir la contribution des différents secteurs d'activité dans le PIB pour bien constater le poids relatif du secteur industriel.

¹ Bulletin d'information Statistique N°29, Ed novembre 2016, Ministère de l'énergie et des mines Algérie, p.10.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

2.3.2.1. Croissance économique stagnée à un faible niveau

Les taux de croissance économiques stagnent à un faible niveau. Au niveau national, en moyenne annuelle, la production industrielle hors hydrocarbures a progressé de 0,98 % sur une période de 10 ans (2002-2012), alors que l'industrie manufacturière a régressé de 2,45 % sur la même période.¹ L'explication de cette situation économique ne tient pas à la faiblesse du niveau d'investissement. Le pays a enregistré depuis plus de quarante ans des taux d'investissement parmi les plus élevés au monde.² Cependant, les résultats enregistrés sur le marché domestique restent insuffisants et l'économie nationale demeure dépendante de la rente des hydrocarbures, seul facteur d'accumulation.

2.3.2.2. La faible productivité industrielle et la forte dépendance aux importations

Les mesures de soutien aux PME devaient contribuer à la relance de l'investissement productif et au dynamisme de l'activité économique hors hydrocarbures. Or, l'analyse des données du tableau ci-dessous montre que les hydrocarbures demeurent le seul pilier de l'économie algérienne, ils représentent en moyenne sur la période 2002-2015 : 98% des exportations du pays, 67% des recettes fiscales et ont contribué pour 35% du PIB.

Tableau N°15 : Contribution des secteurs d'activité dans le PIB (En %)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Agriculture	10,1	10,6	10,2	8,2	8,0	8,0	7,0	10,1	9,0	8,7	9,7
Hydrocarbures	35,6	38,5	40,7	47,4	48,4	46,3	48,1	33,6	37,2	38,4	35,4
Industrie	8,1	7,3	6,8	5,9	5,6	5,4	5,0	6,2	5,5	4,9	5,0
BTPH	9,9	9,2	8,9	8,0	8,4	9,3	9,2	11,8	11,2	9,8	10,1
Services marchands	24,2	22,9	22,9	21,5	21,2	21,9	20,3	25,4	23,0	20,9	21,7
Services non marchands	12,0	11,4	10,6	8,9	8,4	9,0	10,3	12,9	14,1	17,5	18,2
Le PIB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : ONS

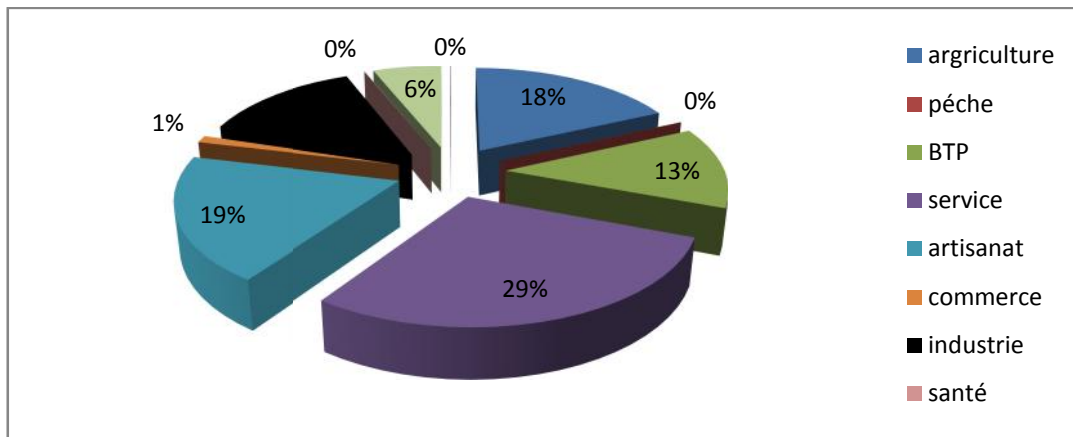
¹ Office National des Statistiques.

² Achour, Tani Yamna : « L'analyse de la croissance économique en Algérie », thèse de Doctorat, Université Abou Bekr Belkaid, 2014, p.56.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

Le secteur des hydrocarbures présents la plus grosse part du PIB national. Quant au secteur hors hydrocarbures, il se caractérise par la prédominance des services marchands et des services des administrations publiques. Les données statistiques du tableau supra sont obtenues au niveau national. Si l'on veut illustrer ce contexte sur le niveau local, cas de la wilaya de Tizi-Ouzou, on peut calculer, à bases des données des tableaux n° 07, 09, 11 et 13 qui représente les répartitions sectorielles des PME financées par l'ANSEJ, l'ANGEM la CNAC et l'ANDI respectivement, le poids relatif de l'industrie parmi l'ensemble des autres secteurs sur la période d'analyse :2012-2016. Les résultats sont injectés dans le graphique ci-après :

Graphique N°20 : répartition sectorielle des projets financés par l'ANSEJ, ANGEM, CLAN et ANDI dans la wilaya de Tizi-Ouzou sur la période 2012-2016

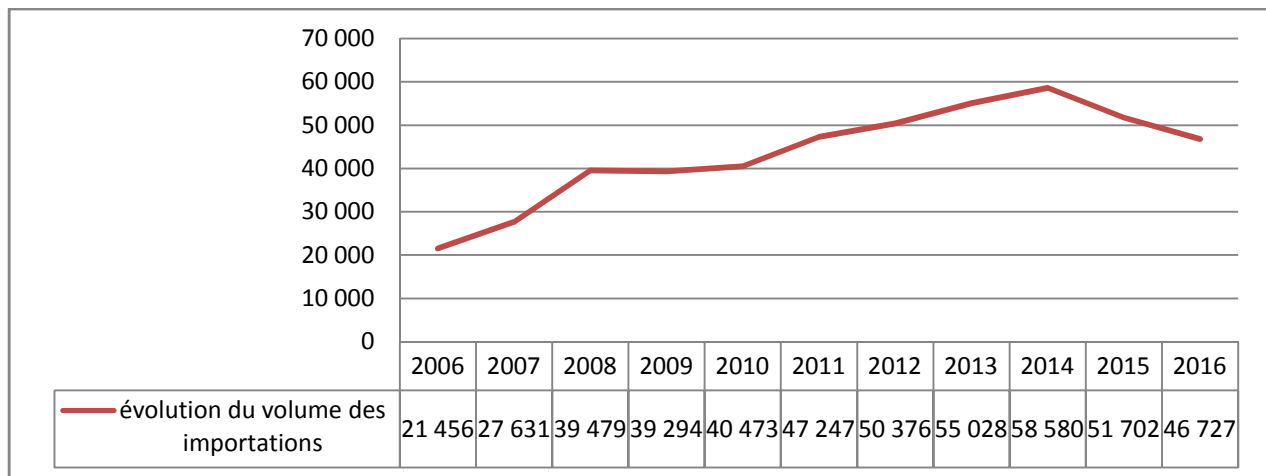


Source : établi par nous-mêmes à partir des données des tableaux n° 07, 09, 11 et 13.

Cette structure montre clairement que l'investissement privé promeut par les différents dispositifs d'aide aux investissements s'oriente vers des activités peu ouvertes à la concurrence étrangères. Le poids relatif de l'industrie est très faible, conséquemment, le marché national demeure fortement dépendant des produits importés. Le graphique ci-après illustre ce contexte :

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

Graphique N°21 : évolution du volume des importations nationales sur la période (2006-2016).



Source : Ministère des finances, direction générale des douanes

Entre 2006 et 2014 le constat est éloquent. La forte hausse tendancielle des importations témoigne que l'industrie nationale reste très peu développée. Par ailleurs, on constate qu'une tendance baissière de la facture des importations est entamée depuis l'exercice de 2015, résultat des mesures de restriction des importations entreprises par l'Etat dans un contexte de crise financière qui touche le pays, causée notamment par la chute des prix du pétrole sur le marché international depuis le second semestre de l'année 2014.

Pour accroître notre production, atténuer la fragilité de notre système économique construit sur la seule performance du secteur des hydrocarbures et notre forte dépendance aux importations, la relance de l'investissement productif est la condition sine qua non du développement.

2.3.3. Impact de la baisse du prix du pétrole sur le financement de l'économie algérienne

En effet, une importantes partie des aides aux investissements accordées par les quatre dispositifs ANSEJ, ANGEM, CNAC et ANDI se fait sur le budget de l'État qui est financé par les ressources ordinaires et de la fiscalité pétrolière. Le tableau suivant représente l'évolution de ces deux sources de financement sur la période 2002-2014 :

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

Tableau N°16 : Opération du trésor

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Ressources budgétaires (en Mds de DA)	1576,7	1525,5	1606,4	1714,0	1841,9	1949,1	2902,4	3275,3	3074,6	3489,8	3804,0	3895,3	3908,4
Ressources ordinaires	660,3	689,5	744,2	815,0	925,9	976,1	1187,0	1348,3	1572,9	1960,4	2284,9	2279,4	2330,6
Recettes fiscales	482,9	524,9	580,4	640,5	720,9	766,8	965,3	1146,6	1297,9	1527,1	1908,6	2031,0	2078,6
Recettes ordinaires	74,6	57,3	42,1	35,1	44,4	75,4	113,8	67,6	64,4	78,9	77,9	83,7	69,6
Recettes exceptionnelles	102,7	107,3	121,7	139,4	160,6	133,9	107,9	134,1	210,5	354,4	298,5	164,7	182,5
Fiscalité pétrolière	916,4	836,1	862,2	899,0	916,0	973,0	1715,4	1927,0	1501,7	1529,4	1519,0	1615,9	1577,7

Source : DGT.

À première vue la fiscalité ordinaire est plus importante que la fiscalité pétrolière dans le financement du budget de l'Etat, mais en effet, les déficits budgétaires sont comblés par les avoirs du fonds de régulation des recettes qui représentent des plus values sur fiscalité pétrolière. Donc, une part importante des ressources du financement des projets locaux et des PME créées en passant par les différents dispositifs étudiés proviennent de la manne financière issue des exportations du pétrole dont la richesse dépend à la fois des quantités exportées et de l'évolution du prix du pétrole sur un marché très fluctuant.

En effet, depuis le seconde semestre de l'année 2014, le prix du pétrole a perdu plus de la moitié de sa valeur. Quant aux quantités de pétroles exportées, elles ne cessent de diminuer depuis 2006.

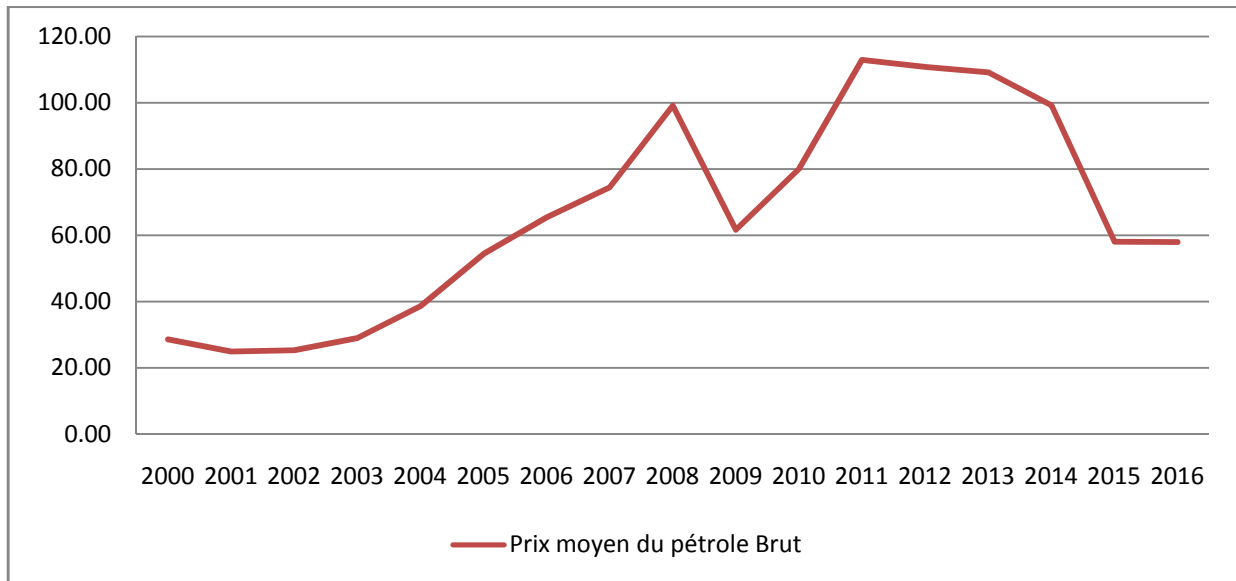
Tableau n°17 : Évolution du prix du Sahara Blend sur la période 2000-2016

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Prix moyen du pétrole brut	28,60	24,90	25,30	28,99	38,63	54,33	65,40	74,40	99,06
Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	-
Prix moyen du pétrole brut	61,60	79,91	112,87	110,74	109,08	99,17	58	57,95	-

Source : ministère de l'énergie et des mines

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

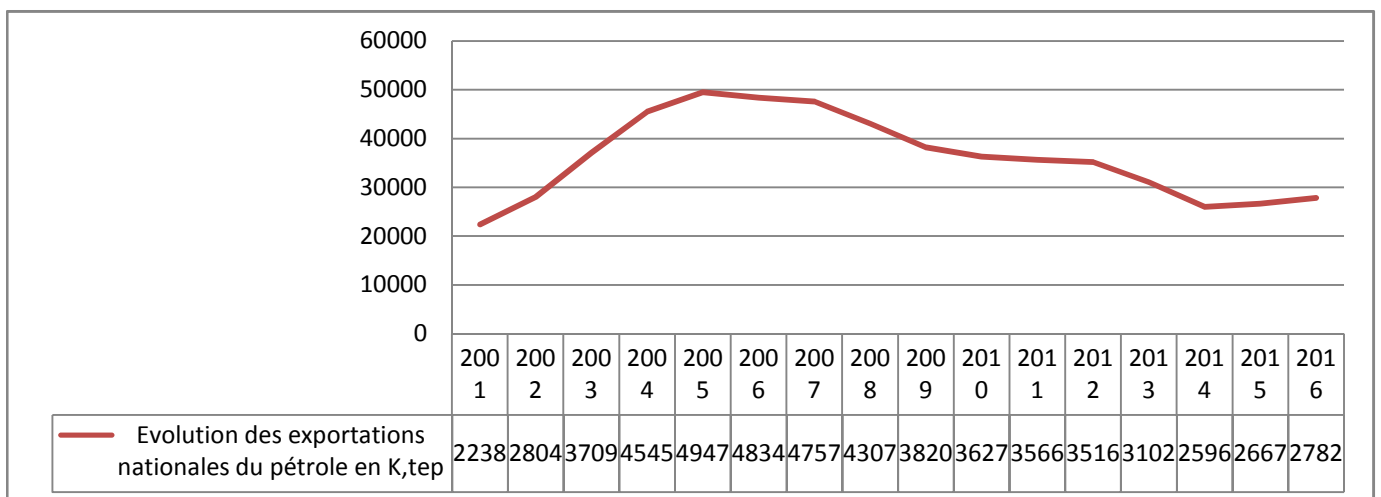
Graphique N°22 : évolution du prix du pétrole Blend sur la période 2000-2016



Source : établi par nous-mêmes à partir du tableau N°

La baisse du prix du pétrole se répercute négativement sur le niveau de la fiscalité pétrolière recouvrée qui baisse davantage avec le recul des exportations nationales du pétrole (voir le graphique ci-après).

Graphique N°23 : Évolution des exportations nationales du pétrole brut (2001-2016)

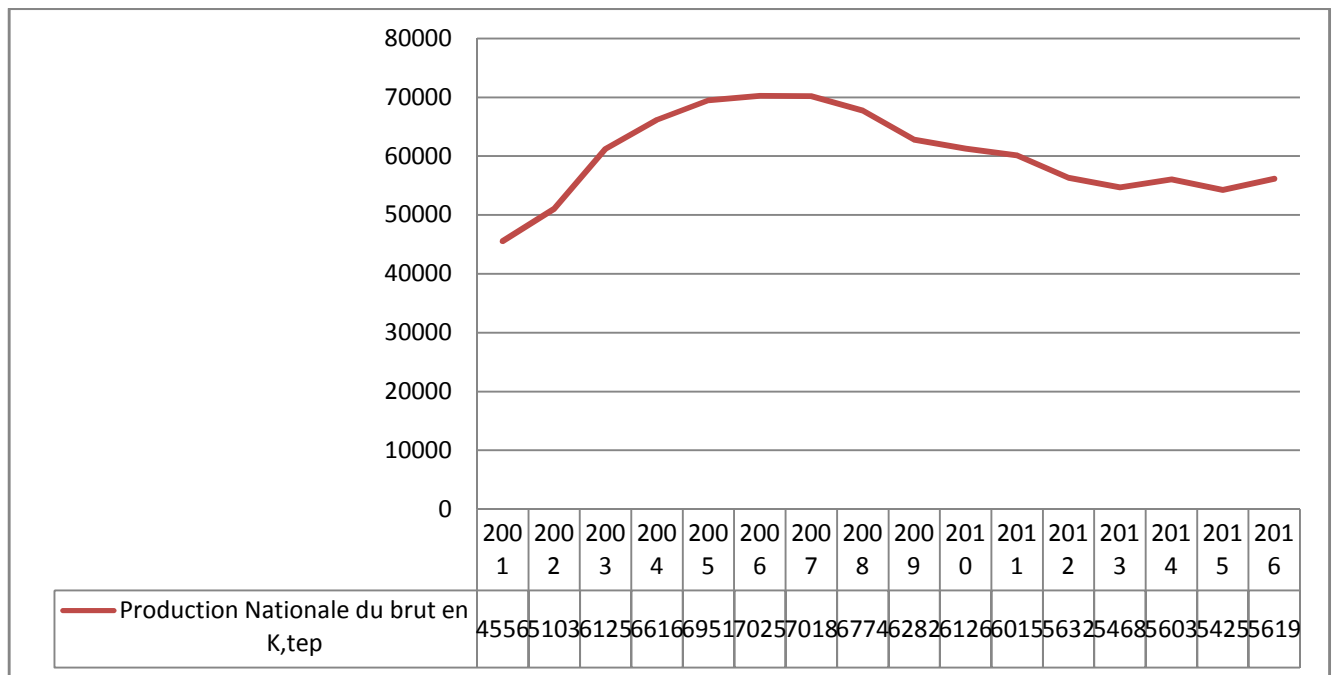


Source : Établi par nous-mêmes à partir des données du MEM.

Cette baisse des exportations est due à la baisse de la production nationale du pétrole d'une part et à la hausse continue de la consommation nationale de l'énergie.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

Graphique N°24 : Évolution de la production nationale du pétrole brut (2001-2016)



Source : Établi par nous-mêmes à partir des données du Ministère de l'Énergie et des Mines.

À la lecture du graphe, on constate que le volume de la production s'affiche en baisse depuis 2006 à l'exception de très légères hausses pour les années 2014 et 2016. Pour y compenser à cette baisse, l'Algérie dépense des coûts énormes d'investissement dans le but de réaliser des découvertes de nouveaux gisements et récompenser ainsi le pétrole exploité pour faire augmenter ses réserves actuelles. Effectivement, chaque année, la Sonatrach découvre de nouveaux gisements, soit en efforts propres ou en collaboration avec ses partenaires étrangers. Cependant, ces nouveaux gisements ont des taux de récupération insuffisants (soit environs 20%), autrement dit, leur capacité n'est pas à la hauteur de compenser l'exploitation ou la production actuelle extraite du sous-sol saharien de l'Algérie.¹

Au moment où la production nationale du pétrole baisse, la consommation domestique de l'énergie ne cesse d'augmenter, ce qui se répercute sur la baisse des quantités du pétrole brut exportées après traitement des besoins domestiques.

2.3.3.1. Recul de la manne financière issue de l'exportation des hydrocarbures

En ce qui concerne la rente financière du secteur des hydrocarbures, leur exportations sont passées de 60,3 milliards de dollars en 2014 à 32,7 milliards de dollars en 2015, à 27,1

¹ AKLI Zakia, op.cit, p.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

milliards de dollars en 2016 et à 18,7 milliards de dollars au cours des sept premiers mois de l'année 2017¹, déclare Abderrahmane Raouia, actuel ministre des finances en Algérie.

Le seul espoir de maintenir un certain niveau de la rente qui nous permettra d'assurer la poursuite de notre processus de développement se projette sur une reprise favorable à la hausse du prix du pétrole, et celle-ci dépend de l'offre et de la demande sur la marche qui peut être influencés par de nombreux facteurs de complication dont il est impossible de prédire l'avènement. Si cette chute du prix dure plus longtemps, la manne financière issue des exportations nationales continuera de baisser. Conséquemment, les recettes budgétaires baisseront davantage.

La faible progression de l'activité économique enregistrée jusque-là ne permet pas de générer suffisamment de recettes fiscales pour compenser les dépenses publiques. En même temps la manne financière issue de l'exportation des hydrocarbures dans des circonstances défavorables qui maintiennent plus longtemps la baisse du prix du pétrole sur le marché international, ne cesse d'être tirée vers le bas, ce qui conduira au tarissement des sources de financement du budget. L'État sera probablement mené à appliquer une austérité budgétaire par la réduction drastique de nos investissements futurs et également à limiter fortement les importations, les subventions des produits de première nécessité, la hausse du prix à la pompe des carburants, la hausse du prix d'électricité...etc. l'inflation qui en résulte se traduit par la perte du pouvoir d'achat. Le taux d'inflation est passé de 4,8 % en 2015 à 6,4 % en 2016 et se chiffrait à 7,7 %, en glissement annuel, en février 2017.²

¹ Article de presse, « Les exportations des hydrocarbures atteindront 31 milliards de dollars à la fin 2017 », publié le 26 Septembre 2017 sur www.aps.dz le 16/11/2017.

² FMI, Communiqué de presse n° 17/201

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

2.4. Incidence du recule de la manne pétrolière sur le financement des dispositifs étudiés

Puisque une part de financement des dispositifs étudiés (ANSEJ, ANGEM et CNAC), revient à la fiscalité pétrolière, ces derniers sont touchés par la crise que subit l'Algérie. Ce qui a incité de geler plusieurs activités.

Concernant l'ANSEJ, pas moins de 64 activités ont été gelées, des secteurs où les jeunes promoteurs algériens ne peuvent plus souscrire aux micros crédits de l'ANSEJ. Ces derniers ne peuvent plus compter sur l'ANSEJ pour financer leurs projets professionnels. Cette situation signifie indirectement que les activités de l'ANSEJ se retrouvent paralysées, à titre d'exemple : transport de voyageurs, transformation de plastique, hammam, coiffeur, plombier ambulant, mécanicien, boulangerie et agence de publicité...

La CNAC a mis fin au financement des véhicules des promoteurs inscrits dans le cadre de ce dispositif. Le financement de celle-ci se limite, désormais aux équipements seulement et non au parc roulants.

Concernant l'ANGEM, plusieurs dossiers ont été déposés par les jeunes promoteurs, mais la crise a influencé négativement sur ce dispositif, ce qui a obligé les responsables de ce dernier à diminuer le financement des projets, alors que ils ont traité que environ la moitié des dossiers déposés.

Selon le ministre du commerce 65% des importations sont des intrants et équipements industriels. L'effondrement du cours du pétrole, depuis 2014, a fragilisé les équilibres financiers du pays, pour cela les autorités ont décidé de diminuer les importations qui a influencé négativement sur l'investissement en Algérie, ce qui explique la diminution des projets déclarés par l'ANDI.

Chapitre III : Evolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

Conclusion

L'état des lieux de la wilaya de Tizi-Ouzou nous offre une image contradictoire, d'une part, on observe la présence de plusieurs acteurs de développement qui peuvent jouer un rôle primordial dans la mobilisation et la valorisation des ressources dont dispose le territoire de la wilaya. De l'autre part, les résultats de l'action de développement territoriale dans cette wilaya sont au dessous des besoins des attentes des citoyens, on particulier en matière d'emploi et de satisfaction d'un certain nombre de besoins de base.

A partir de notre analyse, nous avons dégagé un constat sur la contribution effective des dispositifs ANSEJ, ANGEM, CNAC et ANDI dans la création des PME et d'emploi, mais d'après les résultats de notre enquête nous pouvons dire que ces dispositifs n'ont pas réussis vraiment à l'absorption du chômage.

Nous avons constaté que le prix du pétrole à diminué à partir de 2014, ce qui à influencé négativement sur les quatre dispositifs, puisque une part du financement de ces derniers se fait sur le budget de l'État qui est financé par les ressources ordinaires et de la fiscalité pétrolière.

CONCLUSION GENERALE

Faisant du secteur privé un moteur du processus de développement économique et social, la création des PME est actuellement le moteur de développement territorial, elles permettent de rendre les territoires attractifs et compétitifs à travers la valorisation et l'exploitation des différentes ressources dont-ils disposent.

Depuis les années 90, l'Algérie s'est engagée dans une transformation radicale de son système économique. Des réformes structurelles ont été prises par les pouvoirs publics pour développer l'entrepreneuriat. Cette politique a eu pour résultat la libéralisation d'une forte dynamique économique qui se caractérise par le développement et la promotion de la petite et moyenne entreprise.

Dans le cadre de cette transition inachevée, l'État a fourni beaucoup d'effort pour la création et le développement de ce type d'entreprise par la mise en place des dispositifs pour encourager les investisseurs porteurs de projets dans la réalisation de leurs investissements, à l'instar de : l'ANSEJ, l'ANGEM, la CNAC et l'ANDI.

De ce fait, le développement et la croissance de ces entreprises est devenue la préoccupation des pouvoirs publics et le grand défi qui permettra d'assurer une dynamique socio-économique local. La flexibilité, l'aptitude à leur capacité d'adaptation grâce à leur petite et moyenne taille font d'elles un instrument d'aménagement du territoire et un acteur indispensable dans le développement des espaces locaux à travers l'utilisation et la valorisation des ressources spécifiques des territoires.

Dans le cadre de ce travail, notre problématique de départ portait sur l'observation de l'évolution des PME créées par les quatre dispositifs d'aide aux investissements étudiés et l'analyse de l'impact de ces entreprises sur le développement local dans la wilaya de Tizi-Ouzou. À la suite de notre analyse théorique, nous pouvons confirmer notre première hypothèse qui stipule que : les PME sont considérées comme un facteur de développement local en raison de leur contribution à la création de richesse et de l'emploi.

D'ailleurs, les résultats de notre recherche empirique nous ont permis de constater que parmi l'ensemble des PME créées selon les secteurs d'activités avec l'aide des différents dispositifs d'aide aux investissements entre 2012 et 2016, le poids relatif de l'industrie est marginal, l'investissement privé s'oriente vers des activités peu ouvertes à la concurrence étrangères, notamment le secteur des services et de l'artisanat. Projets cette conclusion sur l'ensemble du territoire national, notre économie demeure dépendante des produits importés.

De plus, la plus grande majorité des entreprises sont très peu créatrices d'emploi (très petite entreprise), conséquemment, le taux de chômage demeure élevé. Ce dernier est estimé à 18% selon les données de l'ANDI de 2013, mais sur ces dernières années, ni la direction de la CNAC, ni les représentants de l'ANSEJ, l'ANGEM et l'ANDI n'ont pu nous fournir l'information ayant trait au taux de chômage dans la wilaya de Tizi-Ouzou. On peut conclure que les dispositifs de soutien aux investissements ont, en effet, participé à la création de l'emploi. Cependant, ils n'ont pas contribué considérablement à l'absorption du chômage, cela revient principalement, comme précédemment souligné, au fait que ces entreprises sont concentrées sur des secteurs d'activités qui génèrent très peu d'emploi. À ce stade d'analyse, on peut infirmer notre deuxième hypothèse : les PME créées avec l'aide des quatre dispositifs (ANSEJ, ANGEM, CNAC et ANDI) ont considérablement contribué au développement local dans la wilaya de Tizi-ouzou.

Par ailleurs, nous avons constaté que la crise financière que traverse l'Algérie à la suite d'une baisse considérable et prolongée du prix du pétrole sur le marché international a eu des retombées négatives sur l'engagement de ces différents dispositifs (ANSEJ, ANGEM, ANDI et CNAC) dans le financement des projets des jeunes investisseurs et donc conséquemment sur la création des PME. Étant donné qu'une importante partie des recettes de ces dispositifs provient de la manne pétrolière, le recule de celle-ci les a incité à prendre des mesures restrictives en gelant plusieurs activités conjonctuellement.

Une multitude de solutions sont nécessaires et plusieurs actions peuvent être mises en œuvre par les différents acteurs concernés pour permettre un meilleur fonctionnement des entreprises et l'amélioration de leur rendement. Parmi ces actions, nous pouvons proposer les suivantes :

- Toute collectivité locale devrait disposer d'un ensemble de ressources territoriales qui constituent la base des programmes de développement. Ainsi ces ressources doivent être exploitées d'une manière efficace et optimale.
- Assurer un environnement favorable à l'investissement : les acteurs du développement local sont censés assurer un environnement favorable à l'investissement. L'un des rôles les plus importants de l'État est d'offrir plus de moyens matériels et financiers et d'infrastructures de base pour faire face aux difficultés liées à

la nature, surtout géographique de la wilaya de Tizi-Ouzou, mais aussi pour attirer les jeunes à investir dans cette localité.

- Le développement des produits du terroir et la différence de leurs variétés est une alternative prometteuse pour le développement local. Naturellement, la wilaya de Tizi-Ouzou est réputée pour son artisanat traditionnel de qualité et originale, que nous devons valoriser pour les futurs projets. Vue ses caractéristiques climatiques, les responsables pourrait mener une initiative d'encouragement et de développement de certains produits comme l'huile d'olive et la figue sèche.

- L'accompagnement des jeunes porteurs de projets à différents niveau mais aussi l'obligation d'avoir un personnel compétant et bien former (dirigeant, propriétaire, et employé), un élément important pour assurer le bon fonctionnement et la compétitivité des PME créées.

Annexes

Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes

* Tizi Ouzou *

Répartition par Secteur d'Activité
Depuis le Lancement au 31/12/2016

Dossiers déposés

Dossiers déposés repartis par secteur d'activité				
	Phase Réalisation		Phase Extension	
	Nombre	Emplois prévus	Nombre	Emplois prévus
Service	15 760	37 027	305	963
Transport	10 165	11 742	204	351
Agriculture	8 883	16 803	29	71
Industrie	7 562	25 193	144	624
BTPH	6 766	21 118	203	934
Artisanat	1 681	4 528	17	46
Maintenance	1 600	3 693	29	89
Pêche	51	230	-	-
Profession libérale	1 267	2 864	85	236
TOTAL	53 735	123 198	1 016	3 314

Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes

* Tizi Ouzou *

Répartition par Secteur d'Activité

Projets éligibles

Projets éligibles repartis par secteur d'activité				
	Phase Réalisation		Phase Extension	
	Nombre	Emplois prévus	Nombre	Emplois prévus
Service	9 879	23 188	182	547
Agriculture	6 090	11 868	19	60
Industrie	6 043	19 279	130	541
BTPH	5 096	15 622	150	813
Transport	3 518	4 549	156	270
Artisanat	1 251	3 023	11	28
Maintenance	1 148	2 741	20	65
Profession libérale	1 102	2 482	68	173
Pêche	34	167	-	-
TOTAL	34 161	82 919	736	2 497

Répartition par Secteur d'Activité

Accords bancaires

Accords bancaires repartis par secteur d'activité				
	Phase Réalisation		Phase Extension	
	Nombre	Emplois créés	Nombre	Emplois créés
Service	5 640	13 206	161	495
BTPH	4 202	11 757	121	610
Industrie	3 604	11 205	95	333
Transport	2 285	3 144	130	214
Agriculture	2 217	4 750	11	30
Artisanat	759	1 806	7	21
Maintenance	746	1 829	13	35
Profession libérale	780	1 832	42	117
Pêche	20	91	0	0
TOTAL	20 253	49 620	580	1 855

Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes
* Tizi Ouzou *

Répartition par Secteur d'Activité

Projets créés

projets créés repartis par secteur d'activité				
	Phase Réalisation		Phase Extension	
	Nombre	Emplois créés	Nombre	Emplois créés
Service	5 138	12 235	171	493
Artisanat	753	2 040	20	59
Agriculture	1 974	4 590	13	40
Hydraulique	65	344	3	16
Pêche	20	101	0	0
Transport	2 097	2 980	142	231
Industrie	3 345	10 816	114	404
BTPH	4 120	11 958	148	677
Profession libérale	791	1 937	58	163
Maintenance	665	1 739	23	73
TOTAL	18 968	48 740	692	2 156

PROJETS FINANCES

ACTEURS	ANNEES	HOMME		FEMME	
		Nombre	Emplois prévus	Nombre	Emplois prévus
Service	2011	494	1150	55	154
	2012	523	1024	92	254
	2013	720	1475	129	363
	2014	522	1100	106	293
	2015	343	889	132	349
	2016	129	332	57	137
Agriculture	2011	94	244	7	16
	2012	185	392	12	44
	2013	310	762	24	61
	2014	266	667	27	70
	2015	221	615	17	52
	2016	65	165	6	16
Industrie	2011	261	744	42	127
	2012	350	959	49	163
	2013	353	1056	60	203
	2014	276	818	57	196
	2015	217	643	50	161
	2016	78	217	12	34
BTPH	2011	591	1630	8	29
	2012	660	1697	6	32
	2013	680	1873	7	27
	2014	581	1589	8	28
	2015	435	1233	9	35
	2016	128	372	6	14
artisanat	2011	66	169	11	28
	2012	108	305	18	50
	2013	168	484	32	107
	2014	88	232	8	26
	2015	47	129	10	32
	2016	14	37	7	18
TOTAL		8973	23002	1064	3119

CNAC

Secteur d'activité	Année		Nombre d'emplois créés													
	2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017		Total H	Total F
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F
Artisanat	21	4	82	60	142	62	306	104	370	236	193	133	40	60	1276	708
Industrie	113	92	455	138	495	233	602	378	380	243	162	80	50	14	2687	1270
Services	855	108	1415	122	1626	112	1071	182	386	47	200	62	67	11	6799	716
Bâtiment	343	0	585	1	529	1	848	9	467	1	250	0	45	0	4000	13
Travaux P/H	6	0	4	0	0	0	18	0	10	0	11	0	0	0	70	0
Agriculture	23	12	120	16	168	19	244	44	221	22	200	19	61	2	1093	137
Total	1361	216	2661	337	2960	427	3089	717	1834	549	1016	294	263	87	15925	2844

M : masculin

F : féminin

Secteur d'activité	Année		Nombre de projets créés													
	2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017		Total H Total F	
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F
Artisanat	4	2	24	15	37	18	82	25	99	58	74	25	15	12	378	168
Industrie	29	29	111	70	164	83	178	127	113	62	56	23	17	4	806	421
Services	701	62	1139	87	1440	95	877	99	298	21	97	32	24	7	5312	445
Bâtiment	72	0	170	1	165	1	239	3	127	0	67	0	11	0	1056	6
Travaux P/H	1	0	1	0	0	0	4	0	2	0	2	0	0	0	14	0
Agriculture	17	6	65	11	95	12	107	29	108	16	96	14	29	2	539	93
Total	824	99	1510	184	1901	209	1487	283	747	157	392	94	96	25	8105	1133



Guichet Unique Décentralisé de Tizi Ouzou

Répartition des projets d'investissement déclarés par secteur d'activité Regroupé

DU 01/01/2012 AU 31/12/2012

Secteur d'activité	Nbr-Projets	%	Nbr-Emplois	%	Montant en (MDA)	%
Agriculture	3	0,33	4	0,10	11	0,05
BTHP	100	10,87	1628	39,03	5 805	30,19
Industrie	51	5,54	880	21,10	6 818	35,45
Santé	3	0,33	18	0,43	39	0,2
Transport	678	73,70	1226	29,39	4 295	22,33
Tourisme	2	0,22	45	1,08	143	0,74
Services	83	9,02	370	8,87	2 118	11,01
Hydrocarbures	0	0,00	0	0,00	0	0
Commerces	0	0,00	0	0,00	0	0
Télécommunications	0	0,00	0	0,00	0	0
TOTAL	920	100	4171	100	19 230	100

MDA : Millions DA



Guichet Unique Décentralisé de Tizi Ouzou

Répartition des projets d'investissement déclarés par secteur d'activité Regroupé

DU 01/01/2013 AU 31/12/2013

Secteur d'activité	Nbr-Projets	%	Nbr-Emplois	%	Montant en (MDA)	%
Agriculture	8	0,88	48	0,84	248	0,77
BTHP	123	13,56	2167	37,91	11 042	34,68
Industrie	88	9,70	1923	33,64	13 673	42,95
Santé	3	0,33	27	0,47	302	0,94
Transport	594	65,49	1062	18,58	4 444	13,95
Tourisme	3	0,33	23	0,40	295	0,92
Services	88	9,70	466	8,15	1 830	5,74
Hydrocarbures	0	0,00	0	0,00	0	0
Commerces	0	0,00	0	0,00	0	0
Télécommunications	0	0,00	0	0,00	0	0
TOTAL	907	100	5716	100	31 833	100

MDA : Millions DA



Guichet Unique Décentralisé de Tizi Ouzou

Répartition des projets d'investissement déclarés par secteur d'activité Regroupé

DU 01/01/2015 AU 31/12/2015

Secteur d'activité	Nbr-Projets	%	Nbr-Emplois	%	Montant en (MDA)	%
Agriculture	5	1,02	38	0,97	239	0,84
BTHP	81	16,46	781	20,02	4 863	17,2
Industrie	84	17,07	1799	46,10	14 424	51,04
Santé	4	0,81	62	1,59	971	3,43
Transport	255	51,83	622	15,94	3 780	13,37
Tourisme	7	1,42	201	5,15	1 794	6,34
Services	56	11,38	399	10,23	2 190	7,75
Hydrocarbures	0	0,00	0	0,00	0	0
Commerces	0	0,00	0	0,00	0	0
Télécommunications	0	0,00	0	0,00	0	0
TOTAL	492	100	3902	100	28 259	100

MDA : Millions DA



Guichet Unique Décentralisé de Tizi Ouzou

Répartition des projets d'investissement déclarés par secteur d'activité Regroupé

DU 01/01/2016 AU 31/12/2016

Secteur d'activité	Nbr-Projets	%	Nbr-Emplois	%	Montant en (MDA)	%
Agriculture	3	0,79	58	1,52	318	1,04
BTHP	55	14,55	757	19,84	4 488	14,73
Industrie	82	21,69	1762	46,19	13 445	44,14
Santé	2	0,53	113	2,96	74	0,24
Transport	176	46,56	525	13,76	4 949	16,24
Tourisme	10	2,65	273	7,16	5 371	17,63
Services	50	13,23	327	8,57	1 813	5,95
Hydrocarbures	0	0,00	0	0,00	0	0
Commerces	0	0,00	0	0,00	0	0
Télécommunications	0	0,00	0	0,00	0	0
TOTAL	378	100	3815	100	30 458	100

MDA : Millions DA

ANGEM

Indicateurs	Dossiers déposés	Dossiers traités	Dossiers validés	Dossiers financés	Emplois Générés
Secteur					
INDUSTRIE	2068	2018	1796	1209	1813
BTPH	148	140	124	109	163
AGRICULTURE	3368	2688	2496	1725	2580
SERVICES	2149	2007	1701	1216	1833
ARTISANAT	1658	1493	1021	902	1415
COMMERCE	8	3	2	0	0
TOTAL	9399	8349	7140	5161	7804
DONT FEMMES	4887	4369	3683	2703	4054

Situation cumulé depuis 01/07/2011 au 30/12/2016

Secteur d'activité	Nombre de d'activités financées		Total	Emplois Générés
	Femmes	Hommes		
- Agriculture	2001	2468	4469	6603
- Très Petite Industrie	1041	65	1106	3847
- BTP	643	284	927	1479
- Services	180	1165	1345	1542
- Artisanat	1857	1161	3018	4190
- Commerce	3939	244	4183	4191
- Pêche	32	253	285	285
Totaux	9693	5640	15333	22137

* 2011-2012 (01/06/2011au 31/12/2012)

Secteur d'activité	Nombre de d'activités financées		total
	Femmes	Hommes	
- Agriculture	934	1629	2563
- Pêche	0	0	0
- Très petite industrie	311	42	353
- BTP	1	171	172
- Services	252	436	688
- Artisanat	3082	135	3217
- Commerce	2	33	35
Totaux	4582	2446	7028
	7028		

* 2013

Secteur d'activité	Nombre de d'activités financées		Total
	Femmes	Hommes	
- Agriculture	489	432	921
- Très Petite Industrie	875	42	917
- BTP	0	121	121
- Services	113	576	689
- Artisanat	621	51	672
- Pêche	0	0	0
commerce	5	47	52
Totaux	2103	1269	3372
	3372		

* 2014

Secteur d'activité	Nombre de d'activités financées		total
	Femmes	Hommes	
- Agriculture	253	196	449
- Pêche	0	4	4
- Très petite industrie	218	17	235
- BTP	0	102	102
- Services	99	510	609
- Artisanat	630	20	650
- Commerce	11	128	139
Totaux	1211	977	2188
	2188		

*** 2015**

Secteur d'activité	Nombre de d'activités financées		Total
	Femmes	Hommes	
- Agriculture	248	142	390
- Très Petite Industrie	166	19	185
- BTP	1	88	89
- Services	65	259	324
- Artisanat	830	21	851
- Commerce	10	79	89
- Pêche	0	4	4
Totaux	1320	612	1932

***2016**

Secteur d'activit	Nombre de dossiers financés		Total
	Femmes	Hommes	
Agriculture	77	69	146
Pêche	0	0	0
TP. Industrie	113	16	129
BTP	1	57	58
Services	55	143	198
Artisanat	217	10	227
Commerce	14	41	55
Total	477	336	
Total Général	813		813

Direction De L'industrie Et Mines De Tizi-Ouzou

Année	2009	2010	2011	2012
Nbre d'Entreprises	20154	22255	23109	24725

	Nombre d'entreprises	
	Grande entreprise	PME
Secteur public	06	23
Secteur privé	03	24 693

B- Répartition des entreprises par secteur d'activité :

1- Entreprises Publiques:

N°	Secteur d'activité	Nbre d'entreprises	Effectifs
1	Industrie de textile	5	1147
2	Matériaux de construction	5	331
3	Commerce	5	1284
4	ISMME	4	3065
5	Industrie agroalimentaire	4	342
6	Chimie et plastiques	2	93
7	Services aux ménages	1	20
8	Industrie du bois et de papier	1	356
9	Services fournis aux collectivités	1	25
10	Transport et communication	1	80
Total		29	6743

2- Entreprises Privées :

Secteur d'activité :

Branche d'activité	Nombre d'unités			
	2009	2010	2011	2012
Commerce et distribution	4755	5595	5607	6037
Bâtiment et travaux publics	4601	4925	4982	5278
Agroalimentaire	2617	2670	2649	2953
Transport	1159	1854	1911	1836
Services fournis aux ménages	1689	1721	1753	1989
Hôtellerie et restauration	1187	1198	1364	1472
Services fournis aux entreprises	1033	1048	1102	1135
Matériaux de construction	467	472	642	647
Autres branches d'activité	2622	2772	3070	3346
Total	20154	22255	23080	24693

La répartition des PME par communes Arrêté au 31/12/2009 :

Communes	Nbre de PME	Population RGP 2008	Taux de concentration
Ain El Hammam	681	20 231	33,66
Akbil	84	8 830	9,51
Abi Youcef	265	7 682	34,50
Ait Yahia	234	14 233	16,44
Total Daïra	1264	50 976	24,80
Azazga	985	33 654	29,27
Freha	434	23 633	18,36
Ifigha	85	8 004	10,62
Zekri	53	3 249	16,31
Yakouren	295	12 226	24,13
Total Daïra	1852	80 766	22,93
Azffoun	379	17 435	21,74
Aghribs	276	12 256	22,52
Akerou	66	4 638	14,23
Ait Chafaa	76	3 780	20,11
Total Daira	797	38 109	20,91
Beni Douala	244	21 483	11,36
Ait Mahmoud	78	7 653	10,19
Beni Aissi	109	7 535	14,47
Beni Zmenzer	186	12 147	15,31
Total Daïra	617	48 818	12,64
Beni Yenni	105	5 705	18,40
Iboudraren	63	5 377	11,72
Yatafen	76	3 929	19,34
Total Daïra	244	15 011	16,25
Boghni	683	30 692	22,25
Assi Youcef	103	17 304	5,95
Bounouh	176	9 701	18,14
Mechtras	167	12 298	13,58
Total Daira	1129	69 995	16,13
Bouzguene	423	24 148	17,52
Beni Zeki	87	3 889	22,37
Illoula Oumalou	88	13 001	6,77
Idjeur	98	10 211	9,60
Total Daira	696	51 249	13,58
Draa Ben khedda	721	30 889	23,34
Sidi Namane	97	10 612	9,14
Tadmait	276	22 670	12,17
Tirmitine	154	19 061	8,08
Total Daïra	1248	83 232	14,99
Draa El Mizan	587	38 844	15,11
Ain El Zaouia	98	17 519	5,59
Frikat	96	12 739	7,54
Ait Yahia Moussa	85	20 155	4,22
Total Daïra	866	89 257	9,70
L N Irathen	476	29 004	16,41

Ait Agouacha	76	4 120	18,45
Irdjen	97	13 146	7,38
Total Daïra	649	46 270	14,03
Iferhounen	298	12 323	24,18
Illilten	204	9 025	22,60
Imsouhel	76	6 520	11,66
Total Daïra	578	27 868	20,74
Maatkas	253	31 442	8,05
Souk El Tenine	276	14 634	18,86
Total Daïra	529	46 076	11,48
Makouda	254	24 326	10,44
Boudjima	86	15 592	5,52
Total Daïra	340	39 918	8,52
Mekla	485	24 830	19,53
Ait khellili	74	11 552	6,41
Souamaa	79	10 659	7,41
Total Daïra	638	47 041	13,56
Ouacifs	96	10 109	9,50
Ait Boumahdi	48	6 111	7,85
Ait Touddert	63	8 495	7,42
Total Daïra	207	24 715	8,38
Ouadhias	285	16 435	17,34
Ait Bouaddou	53	14 132	3,75
Tizi N'tlata	87	15 376	5,66
A Gueghrane	76	9 506	7,99
Total Daïra	501	55 449	9,04
Ouaguenoun	289	17 410	16,60
Ait Aissa Mimoun	287	20 133	14,26
Timizart	265	28 857	9,18
Total Daïra	841	66 400	12,67
Tigzirt	675	11 962	56,43
Iflissen	376	14 288	26,32
Mizrana	58	9 384	6,18
Total Daïra	1109	35 634	31,12
Tizi Ghenif	352	28 592	12,31
M'kera	87	17 606	4,94
Total Daïra	439	46 198	9,50
Tizi Rached	576	17 112	33,66
Ait Oumalou	175	8 713	20,08
Total Daïra	751	25 825	29,08
Tizi-Ouzou	4859	127 677	38,06
Total Daïra	4859	127 677	38,06
Total des totaux	20154	1 116 484	18,05

La répartition des PME par communes Arrêté au 31/12/2010 :

Commune	Nbre de PME	Population estimée au 31/12/2010	Taux de concentration
Ain El Hammam	758	20442	37,08
Akbil	119	8934	13,32
Abi Youcef	97	7724	12,56
Ait Yahia	198	14497	13,66
Total Daïra	1172	51597	22,71
Azazga	1226	35520	34,52
Freha	507	24715	20,51
Ifigha	98	9363	10,47
Zekri	67	3296	20,33
Yakouren	96	12301	7,80
Total Daïra	1994	85195	23,41
Azffoun	459	17016	26,97
Aghribs	236	12524	18,84
Akerou	71	4679	15,17
Ait Chafaa	79	3790	20,84
Total Daïra	845	38009	22,23
Beni Douala	415	21637	19,18
Ait Mahmoud	103	7730	13,32
Beni Aissi	111	7659	14,49
Beni Zmenzer	206	12238	16,83
Total Daïra	835	49264	16,95
Beni Yenni	185	5760	32,12
Iboudraren	76	5420	14,02
Yatafen	79	4032	19,59
Total Daïra	340	15212	22,35
Boghni	875	31388	27,88
Assi Youcef	226	14878	15,19
Bounouh	197	9770	20,16
Mechtras	189	13041	14,49
Total Daïra	1487	69077	21,53
Bouzguene	453	24408	18,56
Beni Zeki	96	3395	28,28
Illoula Oumalou	118	13004	9,07
Idjeur	102	10342	9,86
Total Daïra	769	51149	15,03
Draa Ben khedda	810	32013	25,30
Sidi Namane	107	10924	9,79
Tadmait	297	23113	12,85
Tirmitine	186	19256	9,66
Total Daïra	1400	85306	16,41
Draa El Mizan	612	39120	15,64
Ain El Zaouia	243	17424	13,95
Frikat	109	12817	8,50
Ait Yahia Moussa	156	20549	7,59
Total Daïra	1120	89910	12,46
L N Irathen	631	29494	21,39
Ait Agouacha	98	4375	22,40
Irdjen	137	13202	10,38
Total Daïra	866	47071	18,40
Iferhounen	337	12510	26,94
Illilten	156	9179	17,00

Imsouhel	104	6591	15,78
Total Daïra	597	28280	21,11
Maatkas	352	32314	10,89
Souk El Tenine	284	14807	19,18
Total Daïra	636	47121	13,50
Makouda	287	23575	12,17
Boudjima	128	15691	8,16
Total Daïra	415	39266	10,57
Mekla	588	24334	24,16
Ait khellili	97	11674	8,31
Souamaa	106	9994	10,61
Total Daïra	791	46002	17,19
Ouacifs	119	10354	11,49
Ait Boumahdi	47	6137	7,66
Ait Touddert	65	8555	7,60
Total Daïra	231	25046	9,22
Ouadhias	307	15834	19,39
Ait Bouaddou	93	14551	6,39
Tizi N'tlata	105	15541	6,76
A Gueghrane	112	9731	11,51
Total Daïra	617	55657	11,09
Ouaguenoun	310	17810	17,41
Ait Aissa Mimoun	296	20471	14,46
Timizart	264	29228	9,03
Total Daïra	870	67509	12,89
Tigzirt	442	12299	35,94
Iflissen	293	14368	20,39
Mizrana	95	9507	9,99
Total Daïra	830	36174	22,94
Tizi Ghenif	389	29763	13,07
M'kera	126	17761	7,09
Total Daïra	515	47524	10,84
Tizi Rached	598	17230	34,71
Ait Oumalou	186	8825	21,08
Total Daïra	784	26055	30,09
Tizi Ouzou	5141	139171	36,94
Total Daïra	5141	139171	36,94
Total des totaux	22 255	1 139 595	19,53

Répartition des PME, par communes : au 31/12/2011

Commune	Nbre de PME	Population estimée au 31/12/2010	Taux de concentration
Ain El Hammam	532	20442	26,02
Akbil	187	8934	20,93
Abi Youcef	133	7724	17,22
Ait Yahia	304	14497	20,97
Total Daïra	1156	51597	22,40
Azazga	740	35520	20,83
Freha	519	24715	21,00
Ifigha	120	9363	12,82
Zekri	72	3296	21,84
Yakouren	186	12301	15,12
Total Daïra	1637	85195	19,21
Azffoun	423	17016	24,86
Aghribs	263	12524	21,00
Akerou	98	4679	20,94
Ait Chafaa	78	3790	20,58
Total Daïra	862	38009	22,68
Beni Douala	454	21637	20,98
Ait Mahmoud	150	7730	19,40
Beni Aissi	147	7659	19,19
Beni Zmenzer	256	12238	20,92
Total Daïra	1007	49264	20,44
Beni Yenni	179	5760	31,08
Iboudraren	87	5420	16,05
Yatafen	84	4032	20,83
Total Daïra	350	15212	23,01
Boghni	872	31388	27,78
Assi Youcef	351	14878	23,59
Bounouh	205	9770	20,98
Mechtras	246	13041	18,86
Total Daïra	1674	69077	24,23
Bouzugouene	504	24408	20,65
Beni Zeki	71	3395	20,91
Illoula Oumalou	207	13004	15,92
Idjeur	142	10342	13,73
Total Daïra	924	51149	18,06
Draa Ben khedda	813	32013	25,40
Sidi Namane	124	10924	11,35
Tadmait	377	23113	16,31
Tirmitine	186	19256	9,66
Total Daïra	1500	85306	17,58
Draa El Mizan	751	39120	19,20
Ain El Zaouia	254	17424	14,58
Frikat	109	12817	8,50
Ait Yahia Moussa	156	20549	7,59
Total Daïra	1270	89910	14,13

L N Irathen	631	29494	21,39
Ait Agouacha	105	4375	24,00
Irdjen	274	13202	20,75
Total Daïra	1010	47071	21,46
Iferhounen	337	12510	26,94
Illilten	159	9179	17,32
Imsouhel	129	6591	19,57
Total Daïra	625	28280	22,10
Maatkas	398	32314	12,32
Souk El Tenine	284	14807	19,18
Total Daïra	682	47121	14,47
Makouda	302	23575	12,81
Boudjima	146	15691	9,30
Total Daïra	448	39266	11,41
Mekla	603	24334	24,78
Ait khellili	174	11674	14,90
Souamaa	186	9994	18,61
Total Daïra	963	46002	20,93
Ouacifs	132	10354	12,75
Ait Boumahdi	59	6137	9,61
Ait Touddert	87	8555	10,17
Total Daïra	278	25046	11,10
Ouadhias	346	15834	21,85
Ait Bouaddou	112	14551	7,70
Tizi N'tlata	125	15541	8,04
A Gueghrane	109	9731	11,20
Total Daïra	692	55657	12,43
Ouaguenoun	362	17810	20,33
Ait Aissa Mimoun	291	20471	14,22
Timizart	274	29228	9,37
Total Daïra	927	67509	13,73
Tigzirt	440	12299	35,78
Iflissen	301	14368	20,95
Mizrana	163	9507	17,15
Total Daïra	904	36174	24,99
Tizi Ghenif	424	29763	14,25
M'kera	133	17761	7,49
Total Daïra	557	47524	11,72
Tizi Rached	617	17230	35,81
Ait Oumalou	207	8825	23,46
Total Daïra	824	26055	31,63
Tizi Ouzou	4819	139171	34,63
Total Daïra	4819	139171	34,63
Total des totaux	23 109	1 139 595	20,28

Répartition des PME, par communes : au 31/12/2012

Commune	Nbre de PME	Population estimée au 31/12/2010	Taux de concentration
Ain El Hammam	682	20442	33,36
Akbil	193	8934	21,60
Abi Youcef	153	7724	19,81
Ait Yahia	265	14497	18,28
Total Daïra	1293	51597	25,06
Azazga	996	35520	28,04
Freha	532	24715	21,53
Ifigha	135	9363	14,42
Zekri	75	3296	22,75
Yakouren	176	12301	14,31
Total Daïra	1914	85195	22,47
Azffoun	436	17016	25,62
Aghribs	268	12524	21,40
Akerou	107	4679	22,87
Ait Chafaa	96	3790	25,33
Total Daïra	907	38009	23,86
Beni Douala	465	21637	21,49
Ait Mahmoud	163	7730	21,09
Beni Aissi	153	7659	19,98
Beni Zmenzer	267	12238	21,82
Total Daïra	1048	49264	21,27
Beni Yenni	208	5760	36,11
Iboudraren	98	5420	18,08
Yatafen	87	4032	21,58
Total Daïra	393	15212	25,83
Boghni	883	31388	28,13
Assi Youcef	374	14878	25,14
Bounouh	232	9770	23,75
Mechtras	258	13041	19,78
Total Daïra	1747	69077	25,29
Bouzguene	513	24408	21,02
Beni Zeki	98	3395	28,87
Illoula Oumalou	195	13004	15,00
Idjeur	135	10342	13,05
Total Daïra	941	51149	18,40
Draa Ben khedda	869	32013	27,15
Sidi Namane	146	10924	13,37
Tadmait	395	23113	17,09
Tirmitine	194	19256	10,07
Total Daïra	1604	85306	18,80
Draa El Mizan	762	39120	19,48
Ain El Zaouia	286	17424	16,41
Frikat	134	12817	10,45
Ait Yahia Moussa	163	20549	7,93
Total Daïra	1345	89910	14,96

L N Irathen	674	29494	22,85
Ait Agouacha	125	4375	28,57
Irdjen	279	13202	21,13
Total Daïra	1078	47071	22,90
Iferhounen	342	12510	27,34
Illilten	169	9179	18,41
Imsouhel	142	6591	21,54
Total Daïra	653	28280	23,09
Maatkas	409	32314	12,66
Souk El Tenine	298	14807	20,13
Total Daïra	707	47121	15,00
Makouda	312	23575	13,23
Boudjima	152	15691	9,69
Total Daïra	464	39266	11,82
Mekla	634	24334	26,05
Ait khellili	185	11674	15,85
Souamaa	223	9994	22,31
Total Daïra	1042	46002	22,65
Ouacifs	136	10354	13,14
Ait Boumahdi	86	6137	14,01
Ait Touddert	92	8555	10,75
Total Daïra	314	25046	12,54
Ouadhias	364	15834	22,99
Ait Bouaddou	134	14551	9,21
Tizi N'tlata	148	15541	9,52
A Gueghrane	118	9731	12,13
Total Daïra	764	55657	13,73
Ouaguenoun	378	17810	21,22
Ait Aïssa Mimoun	304	20471	14,85
Timizart	281	29228	9,61
Total Daïra	963	67509	14,26
Tigzirt	446	12299	36,26
Iflissen	325	14368	22,62
Mizrana	196	9507	20,62
Total Daïra	967	36174	26,73
Tizi Ghenif	429	29763	14,41
M'kera	148	17761	8,33
Total Daïra	577	47524	12,14
Tizi Rached	687	17230	39,87
Ait Oumalou	226	8825	25,61
Total Daïra	913	26055	35,04
Tizi Ouzou	5120	139171	36,79
Total Daïra	5120	139171	36,79
Total des totaux	24 754	1 139 595	21,72

La population de PME du pays est inégalement répartie. Quatre wilayas (sur les 48) concentrent plus de 26% des PME implantés dans le pays au 30/06/13.

N°	Wilaya	2011	2012	1 ^{er} semestre 2013
1	Alger	45 636	48 419	50 887
2	Tizi-Ouzou	23 109	24 754	26 267
3	Oran	18 370	19 692	20 759
4	Bejaia	17 962	19 374	20 684

Pour notre wilaya, la répartition par secteur d'activité est comme suit :

Secteur	Privé	Public
I- Agriculture et pêche		
Agriculture et pêche	757	0
ST1	757	0
2-Hydrocarbures, Energie, Mines et services liés		
Eau et énergie	0	0
Hydrocarbures	0	0
Service et travaux pétroliers	0	0
Mines et carrières	24	0
ST2	24	0
3- Bâtiment et travaux publics		
Bâtiment et travaux publics	6050	0
ST3	6050	0
4- Industrie Manufacturières		
ISMME	421	4
Matériaux de construction	663	5
Chimie et plastique	118	2
Agroalimentaire	2971	4
Industrie du textile	233	5
Industrie du cuir	12	0
Industrie du bois et de papier	693	1
Industrie diverse	777	0
ST4	5888	21
5- Services		
Transport et communication	1957	1
Commerce	6233	5
Hôtellerie et restauration	1559	0
Services fournis aux entreprises	1232	0
Services fournis aux ménages	2034	1
Établissements financiers	23	0
Affaires immobilières	387	0
Services fournis aux collectivités	94	1
ST5	13519	8
Total	26238	29

Secteur	Nbre1er s 2014	Public
I-Agriculture et pêche		
Agriculture et pêche	768	0
ST1	768	0
2-Hydrocarbures,Energie, Mines et services liés		
Eau et énergie	0	0
Hydrocarbures	0	0
Service et travaux pétroliers	0	0
Mines et carrières	24	0
ST2	24	0
3- Bâtiment et travaux publics		
Bâtiment et travaux publics	6872	0
ST3	6872	0
4- Industrie Manufacturières		
ISMME	517	4
Matériaux de construction	708	5
Chimie et plastique	135	2
Agroalimentaire	3015	4
Industrie du textile	265	5
Industrie du cuir	12	0
Industrie du bois et de papier	749	1
Industrie diverse	789	0
ST4	6190	21
5- Services		
Transport et communication	2153	1
Commerce	6811	5
Hôtellerie et restauration	1704	0
Services fournis aux entreprises	1418	0
Services fournis aux ménages	2192	1
Établissements financiers	23	0
Affaires immobilières	389	0
Services fournis aux collectivités	96	1
ST5	14786	8
Total	28640	29

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrages

- DENIEUL, Peraya : «Introduction aux théories et à quelques pratiques de développement local et territorial», Genève, 2005.
- FERGUENE, Ameziane : «Gouvernance locale et développement territorial», édition L'Harmattan, Constantine, 2003.
- FERRIER, Olivier : «Les très petites entreprises», édition de Boeck, Bruxelles, 2002.
- GREFFE, Xafier : Territoire en France : les enjeux économiques de la décentralisation, édition Economica, Paris, 1984.
- JOYAL, André, SADEG, Mohamed et TORRES, Olivier : «La PME algérienne et le défi de l'internationalisation, expérience étrangère», édition l'Harmattan, Paris, 2010.
- LAVRATTO, Nadine : «Les PME : définition, rôle économique et pratiques publiques», édition de Boeck, Bruxelles, 2009.
- MARCHELAY, Michel : « PME de nouvelles approches », édition Economica, Paris, 1998.
- PECQUEUR, Bernard : « Le développement local », édition Syros-Alternative, 2000.
- WITTERWULGHE, Robert : « La PME une entreprise humaine », édition de Boeck, Paris, 1998.

Mémoires et thèses

- AKLI, Zakia : « Nature du fond de régulation des recettes et son rôle dans le financement de l'économie algérienne sur la période 2000-2014 », mémoire de magister, UMMTO, 2015.
- BELHADJ, Rachida : « Incidences socioéconomiques des projets entrepreneuriaux ANDI de Tizi-Ouzou sur le territoire », mémoire de master, UMMTO, 2015.
- BOUKROU, Aldjia : « Essai d'analyse des stratégies de pérennité dans les PME : cas de la PME dans la wilaya de Tizi-Ouzou », mémoire de magister, UMMTO, 2011.
- BOUIRA, Noura : « Développement et perspectives des PME algériennes », mémoire de magister, Université d'Oran, 2014
- DECHARA, Mansour : « Stratégies de développement des PME et de développement local : essai d'analyse à partir du cas de la région Nord-Ouest de l'Algérie », mémoire de magister, Université d'Oran, 2014.

- GANI, Messad : « Les PME/PMI comme acteur de développement local : cas de la wilaya de Tizi-Ouzou », mémoire de magister, UMMTO, 2010.
- HAMITI, Hamid : « La PME facteur de développement local : étude de cas du couloir Est de SEBAOU », mémoire de magister, 2013.
- MIMOUNI, Yassine : « Le développement des PME et la bonne gouvernance : cas filiale trans-canal/Ouest SPA unité RELIZANE », mémoire de magister, 2012.
- MERABTI, Amina : « La veille stratégique et le benchmarking : cas optimum télécom Algérie Djezzy », mémoire de master, école nationale supérieur de management, 2016.
- TALEB, Kahina : « Les PME familiales comme acteur de développement local : cas de la commune de Ain El Hammam », mémoire de master, 2015.

Revues, articles et communications

- BOUZAR, Chabha : « Les PME/PMI en Algérie : contraintes, soutien étatique et impact sur l'emploi », proposition de communication, FSECG, UMMTO.
- KORICHY, Yousef, GABOUSSA, Ali et SI LAKHAL, Karim : « Les PME en Algérie : état des lieux, contraintes et perspectives », revue.
- CHERTOK, G, MALLER, P.A, POULTY, P, Rapport du conseil d'analyse économique : « Le financement des PME », 2009.
- Union des chambres de commerce et d'industrie Française à l'étranger : « réussir en Italie », France monde expresse, Mai 2010.
- Etude : Clarification des rôles et responsabilités des acteurs et la décentralisation, direction de la décentralisation, Sénégal, Janvier 2011.
- Rapport d'information : « Les collectivités territoriale et développement économique », 2013.

Autres sources

- Cours de monsieur BOUGEURMOUH durant notre formation en deuxième année master du module développement local.

Textes législatifs et réglementaires

- Article 16 : (Modifié par l'article 60 de la loi n°03-22 du 4 Dhou EL Kaada 1424 correspondant au 28 décembre 2003 portant la loi de finance pour 2004). compte d'affectation spéciale n°302-067 intitulé «Fond national de soutien à l'emploi des jeunes».

- Décret exécutif n°04-03 du 10 Dhou EL Kaada 1424 correspondant au 03 janvier 2004 portant création et fixant les statu de caution mutuelle de garantie des risques crédits des investissements chômeurs promoteurs âgés de 35 ans à 50 ans.
- Article 24 de l'ordonnance n°05-05 du 18 Joumada thania 1426 correspondant au 25 juillet 2005 portant loi de finance complémentaire pour 2005. Le décret à pour objet de fixer les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-117 intitulé «Fond national de soutien au microcrédit».

Sites internet

- www.ANDI.dz
- www.ANGEM.dz
- www.ANSEJ.dz
- www.CNAC.dz
- www.energy.gov.dz
- www.mdipi.gov.dz

Autres documents

- Bulletin d'information statistique de la PME N°21
- Bulletin d'information statistique de la PME N°23
- Bulletin d'information statistique de la PME N°25
- Bulletin d'information statistique de la PME N°27
- Bulletins d'information statistique de la PME N°29
- Bulletin énergétique national de l'année 2012
- Bulletin énergétique national de l'année 2013
- Bulletin énergétique national de l'année 2014
- Bulletin énergétique national de l'année 2015
- Bulletin énergétique national de l'année 2016

LISTE DES TABLEAUX

Numéro	Titre du tableau	page
N°1	Critères de la PME selon la Small Business Administration	12
N°2	Evolution des PME en Algérie durant la période 2006-2016	31
N°3	Evolution des emplois PME en Algérie durant la période 2006-2016	34
N°4	Evolution du nombre des PME privées à Tizi-Ouzou durant la période 2012-2016	43
N°5	Répartition des PME/PMI selon leur statu juridique en 2016 à Tizi-Ouzou	44
N°6	Evolution des PME dans les cinq premières wilayas entre 2012-2016	45
N°7	La répartition sectorielle des entreprises créées par l'ANSEJ sur 2012-2016	48
N°8	La répartition sectorielle des emplois créés par l'ANSEJ sur 2012-2016	49
N°9	La répartition sectorielle des entreprises créées par l'ANGEM sur 2012-2016	52
N°10	La répartition sectorielle des emplois créés par l'ANGEM sur 2012-2016	54
N°11	La répartition sectorielle des entreprises créées par la CNAC sur 2012-2016	56
N°12	La répartition sectorielle des emplois créés par la CNAC sur 2012-2016	58
N°13	La répartition sectorielle des entreprises créées par l'ANDI sur 2012-2016	60
N°14	La répartition sectorielle des emplois créés par l'ANDI sur 2012-2016	61
N°15	La contribution des secteurs d'activité dans le PIB en %	65
N°16	Opération du trésor 2002-2014	68
N°17	Evolution du prix du Sahara Blend sur la période 2000-2016	68

LISTE DES GRAPHIQUES

Numéro	Titre du graphe	Page
N°01	Evolution des PME algériennes sur la période 2006-2016	32
N°02	Evolution des emplois PME en Algérie sur la période 2006-2016	34
N°03	Evolution du nombre des PME à Tizi-Ouzou sur la période 2012-2016	44
N°04	Répartition des PME/PMI à Tizi-Ouzou selon leur statu juridique en 2016	44
N°05	Evolution des PME dans les cinq premières wilayas durant la période 2012-2016	45
N°06	Répartition sectorielle des PME créées par l'ANSEJ 2012-2016	48
N°07	Répartition annuelle des PME créées par l'ANSEJ 2012-2016	49
N°08	Répartition sectoriel des emplois crée par l'ANSEJ 2012-2016	50
N°09	Répartition sectorielle des PME créées par l'ANGEM entre 2012-2016	52
N°10	Répartition annuelle des PME créées par l'ANGEM entre 2012-2016	53
N°11	Répartition sectorielle des emplois crée par l'ANGEM entre 2012-2016	54
N°12	Répartition sectorielle des PME créées par la CNAC entre 2012-2016	56
N°13	Répartition annuelle des PME créées par la CNAC entre 2012-2016	57
N°14	Répartition sectorielle des emplois crée par la CNAC entre 2012-2016	58
N°15	Répartition sectorielle des PME créées par l'ANDI entre 2012-2016	60
N°16	Répartition annuelle des PME créées par l'ANDI entre 2012-2016	61
N°17	Répartition sectorielle des emplois créés par ANDI sur 2012-2016	62
N°18	Répartition de l'emploi selon le type de dispositif ANSEJ, ANGEM, CNAC et ANDI sur la période 2012-2016	63
N°19	Répartition des PME selon leurs typologies (nombre d'employés)	64
N°20	Répartition sectorielle des projets financés par l'ANSEJ, ANGEM, CNAC et ANDI dans la wilaya de T.O	66
N°21	Evolution du volume des importations nationales sur la période 2006-2016	67
N°22	Evolution du prix du Sahara Blend sur la période 2000-2016	69
N°23	Évolution des exportations nationales du pétrole brut (2001-2013)	69
N°24	Évolution du volume de la production nationale du pétrole (2001-2013)	70

LISTE DES SCHEMA

Numéro	Titre du schéma	Page
N°01	Typologie des PME sur continuum	10

Table des Matières

Table des matières

Introduction générale	01
Chapitre I : Le rôle et l'importance des PME dans le développement local	04
Introduction	05
Section 1 : Généralités sur les PME	06
1.1. Définitions de la PME	06
1.2. Caractéristiques et typologies des PME	07
1.3. Les contraintes et les atouts de la PME	12
1.4. Les PME à travers le monde	14
Section 2 : Généralités sur le développement local	17
2.1. L'origine du concept de développement local	17
2.2. Définition de développement local	18
2.3. Les outils de développement local	19
2.4. La dynamique des acteurs locaux	20
2.5 PME : comme facteur de développement local	23
Conclusion	26
Chapitre II : Une vue d'ensemble sur les PME en Algérie et leur rôle dans le développement économique du pays	27
Introduction	28
Section 1 : Généralités sur la PME algérienne	29
1.1. Définition de la PME en Algérie	29
1.2. Genèse de la PME en Algérie	29
1.3. L'évolution de la PME en Algérie	31
1.4. Spécificités de la PME algérienne	32
Section 2 : Le rôle des PME algériennes dans le tissu économique et social	33
2.1. L'importance des PME dans le développement économique algérien	33
2.3. Les PME algériennes sont les plus fragiles du bassin Méditerranéen	36

Conclusion	37
Chapitre III : L'évolution et rôle des PME dans le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou	38
Introduction	39
Section 1 : Méthodologie de recherche	40
1.1. Le choix de l'échantillon.....	40
1.2. Le champs de l'enquête	40
1.3. Instruments de collecte de données.....	40
1.4. L'objectif de la recherche.....	41
1.5. Les difficultés rencontrées pendant l'enquête	41
1.6. Présentation de la zone d'étude	42
Section 2 : L'évolution de la PME dans la wilaya de Tizi-Ouzou et son impact sur le développement local	43
2.1. L'évolution de la PME dans la wilaya de Tizi-Ouzou	43
2.2. Les dispositifs d'appui à la création d'emploi et à l'investissement	46
2.3. Impact des dépenses publiques dans le cadre des aides aux investissements par les dispositifs ANSEJ, ANGEM, CNAC et ANDI sur le développement local.....	62
2.4. Incidences de recule de la manne pétrolière sur le financement des dispositifs étudiés.....	72
Conclusion	73
Conclusion générale	75
ANNEXES	78
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	103
LA LISTES DES TABLEAUX, GRAPGHQUES ET SCHEMAS	107